



Des membres du groupe Shining Mothers, un groupe de femmes local, participent à l'enseignement des compétences commerciales et à la promotion de leurs droits. Ensemble, elles discutent des problématiques qui concernent leur communauté et les présentent lors de réunions publiques afin de faire entendre leur voix auprès du gouvernement local. Kawangware, Nairobi, Kenya. 2016. Photo : Allan Gichigi/Oxfam

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 99 %

Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés

D'après les dernières estimations, seuls huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. La croissance profite aux plus riches, au détriment du reste de la société, notamment des plus pauvres. Le modèle économique dans lequel nous évoluons et les principes qui y sont associés nous ont menés à cette situation injuste, extrême et non durable. Notre système économique doit cesser de profiter abusivement à une élite pour se mettre au service du plus grand nombre. Une économie centrée sur l'humain exige des États responsables et visionnaires, des entreprises qui travaillent dans l'intérêt des travailleurs et des producteurs, un environnement respecté, la promotion des droits des femmes et une fiscalité robuste et équitable.

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 99 %

Quatre années se sont écoulées depuis que le Forum économique mondial a identifié les inégalités économiques croissantes comme principale menace à la stabilité sociale¹, et trois ans depuis que la Banque mondiale a ajouté à son objectif d'éradication de la pauvreté la nécessité de partager la prospérité². Depuis lors, et bien que les dirigeants mondiaux se soient prononcés en faveur d'un objectif mondial de réduction des inégalités, le fossé entre les riches et le reste de la population s'est encore creusé. Cette situation ne peut plus durer. Comme l'a déclaré le président Obama lors de son dernier discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2016 : « Il ne peut y avoir de stabilité dans un monde où 1 % de l'humanité détient autant de richesses que le reste de la population ».

Pourtant, la crise mondiale des inégalités sévit de plus belle :

- Depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète³.
- À l'heure actuelle, seuls huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale⁴.
- Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes transmettront plus de 2 100 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants⁵.
- Les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de moins de 3 dollars par an entre 1988 et 2011, tandis que l'augmentation des revenus des 1 % les plus riches était 182 fois supérieure⁶.
- Un PDG d'une entreprise du FTSE 100 (les cent entreprises britanniques les plus capitalisées et cotées à la bourse de Londres) gagne en un an autant que 10 000 ouvriers de l'industrie textile au Bangladesh⁷.
- Aux États-Unis, une nouvelle recherche publiée par l'économiste Thomas Piketty révèle qu'au cours des 30 dernières années, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population n'a pas évolué, tandis que celui des 1 % les plus riches a augmenté de 300 %⁸.
- Au Vietnam, l'homme le plus riche du pays gagne plus en une journée que ce que touche la personne la plus pauvre en 10 ans⁹.

Sans changement, les inégalités croissantes menacent de disloquer nos sociétés. Elles exacerbent la criminalité et l'insécurité et ruinent l'éradication de la pauvreté¹⁰. L'espoir s'amenuise, laissant plus de place à la peur.

Du Brexit à l'élection de Donald Trump, en passant par la montée préoccupante du racisme ou la défiance vis-à-vis des partis traditionnels et de la politique, il apparaît de plus en plus clairement qu'un nombre croissant de personnes dans les pays riches ne souhaitent plus accepter ce statu quo. Pourquoi en serait-il autrement, alors même que ce système semble n'avoir produit qu'une stagnation des salaires, des emplois précaires et un fossé croissant entre les riches et les plus démunis ? Le défi consiste à proposer une alternative positive qui n'exacerbe pas les divisions.

« Au Kenya, le fossé entre les riches et les pauvres tourne parfois à l'humiliation. Il y a comme un mur qui sépare les riches des plus pauvres. Certains de leurs enfants conduisent des voitures et en passant sur le bord de la route vous finissez couvert de saletés et autres poussières. S'il pleut, vous serez trempés. »

Jane Muthoni, membre de Shining Mothers, un groupe communautaire soutenu par Oxfam

La situation dans les pays pauvres est tout aussi complexe et préoccupante. Au cours des dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Le monde a de quoi en être fier. Pourtant, une personne sur neuf se couche toujours le ventre vide¹¹. Si la croissance avait bénéficié aux plus pauvres entre 1990 et 2010, ce sont 700 millions de personnes supplémentaires, principalement des femmes, qui ne vivraient plus dans la pauvreté à l'heure actuelle¹². Une étude indique que les trois-quarts de la pauvreté extrême pourraient être éradiqués à l'aide des ressources existantes en ajustant la fiscalité et en réduisant les budgets militaires et d'autres dépenses régressives¹³. D'après la Banque mondiale, à moins de redoubler d'efforts pour lutter contre les inégalités, il est clair que les dirigeants du monde ne parviendront pas à atteindre leur objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030¹⁴.

Les inégalités ne sont pas une fatalité. La réponse populaire aux inégalités ne doit pas accroître les divisions. *Une économie au service des 99 %* analyse comment les grandes entreprises et les plus fortunés alimentent la crise des inégalités, et ce qui peut être fait pour changer la donne. Ce document revient sur les fausses idées qui nous ont menés dans cette impasse et indique comment construire un monde plus juste basé sur une économie centrée non pas sur les profits, mais sur les êtres humains, notamment les plus vulnérables.

COMPRENDRE LES CAUSES DES INÉGALITÉS

Il est indéniable que les grands gagnants de l'économie mondiale actuelle sont les plus riches. Selon une recherche d'Oxfam, au cours des 25 dernières années, les revenus des 1 % les plus riches ont dépassé les revenus cumulés des 50 % les plus pauvres¹⁵. Loin d'être réinjectés dans l'économie, revenus et richesses sont aspirés vers le haut à un rythme alarmant. À quoi cela est-il dû ? Les grandes entreprises et les plus fortunés jouent un rôle déterminant.

Grandes entreprises au service d'une élite

Les grandes entreprises ont obtenu de bons résultats en 2015-2016 : les profits sont au rendez-vous et les dix plus grandes entreprises au monde affichent un chiffre d'affaires cumulé supérieur aux budgets cumulés de 180 pays¹⁶. Les entreprises sont l'ossature de l'économie de marché. Lorsqu'elles œuvrent au bénéfice de tous, elles peuvent être les acteurs clefs de sociétés justes et prospères. Mais lorsqu'elles se mettent au service des plus puissants, la croissance économique ne profite plus à ceux qui en ont le plus besoin. En vue d'offrir des rendements élevés aux plus fortunés, les grandes entreprises sont encouragées à exploiter davantage les travailleurs et les producteurs, et à échapper à l'impôt qui bénéficierait à tous et en particulier aux plus pauvres.

Pression sur les travailleurs et les producteurs

Tandis que de nombreux PDG, souvent rémunérés en actions, ont vu leur rémunération s'envoler, les salaires de base des producteurs et des travailleurs ont très peu évolué, voire baissé dans certains cas. Le PDG de la plus grande société informatique indienne gagne 416 fois plus qu'un employé ordinaire travaillant dans son entreprise¹⁷. Dans les années 1980, les producteurs de cacao recevaient 18 % de la valeur d'une barre chocolatée, contre seulement 6 % aujourd'hui¹⁸. Dans certains cas extrêmes, des entreprises recourent au travail forcé ou à l'esclavage pour maintenir les coûts de production au niveau le plus bas. Selon l'Organisation internationale du travail, 21 millions

de personnes sont en situation de travail forcé, générant quelque 150 milliards de dollars de bénéfices chaque année¹⁹. Les plus grandes entreprises de confection au monde font toutes appel aux usines de filature de coton indiennes, coutumières du travail forcé de jeunes filles²⁰. Les femmes et les jeunes filles sont les moins bien rémunérées et évoluent dans les conditions les plus précaires²¹. Partout dans le monde, les entreprises font sans cesse pression pour réduire les coûts de la main-d'œuvre et veillent à ce que les ouvriers et les producteurs intervenant sur les chaînes logistiques se partagent une part toujours plus petite du gâteau. Cette approche accroît les inégalités et étouffe la demande.

Évasion fiscale

Les entreprises optimisent leurs bénéfices, notamment en allégeant le plus possible leur charge fiscale. Pour cela, elles recourent aux paradis fiscaux ou incitent et influencent les pays à proposer une fiscalité attrayante (allègements, exonérations et taux bas). Au-delà de la généralisation de l'évasion fiscale, les taux d'imposition sur les sociétés sont en baisse partout dans le monde, ce qui assure une charge fiscale minimale pour de nombreuses entreprises. Apple aurait été imposé à seulement 0,005 % sur ses bénéfices réalisés en Europe en 2014²². Pour les pays en développement, l'évasion fiscale entraîne chaque année un manque à gagner estimé à 100 milliards de dollars²³. Les pays se privent de plusieurs milliards supplémentaires en proposant des crédits et exonérations fiscales. Les grands perdants sont les plus pauvres, qui dépendent le plus des services publics que cet important manque à gagner aurait permis de financer. Le Kenya perd chaque année 1,1 milliard de dollars en exonérations fiscales accordées aux entreprises, soit près du double du budget de la santé dans un pays où une femme sur 40 décède lors de l'accouchement²⁴. Deux éléments peuvent motiver un tel comportement de la part des entreprises : la priorité donnée à la rentabilité à court terme pour les actionnaires et l'intensification du « capitalisme de connivence ».

Un capitalisme actionnarial outrancier

Dans de nombreuses régions du monde, les entreprises sont de plus en plus motivées par un seul objectif : optimiser la rentabilité pour leurs actionnaires. Cela implique non seulement de maximiser les bénéfices à court terme, mais également d'octroyer une part encore plus grande de ces bénéfices aux actionnaires. Au Royaume-Uni, la part des bénéfices revenant aux actionnaires était de 10 % dans les années 1970 ; elle est désormais de 70%²⁶. En Inde, ce chiffre est plus bas mais connaît une forte croissance. Pour de nombreuses entreprises, il est désormais supérieur à 50 %²⁷. Cette situation a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part de Larry Fink, PDG de Blackrock (le plus grand gestionnaire d'actifs au monde)²⁸ et d'Andrew Haldane, économiste en chef au sein de Bank of England²⁹. Cette hausse de la rentabilité pour les actionnaires profite aux plus riches (la majorité des actionnaires figurant parmi la frange la plus aisée de la société), ce qui accroît les inégalités. Les investisseurs institutionnels, comme les fonds de pension, détiennent des parts toujours plus modestes dans les entreprises. Il y a trente ans, les fonds de pension détenaient 30 % des actions au Royaume-Uni, contre seulement 3 % actuellement³⁰. Chaque euro de bénéfice octroyé aux actionnaires des grandes entreprises est un euro qui aurait pu être dépensé pour augmenter la rémunération des producteurs ou des travailleurs, contribuer davantage à l'impôt ou investir dans des infrastructures ou dans l'innovation.

« De plus en plus de PDG optent pour des actions susceptibles d'offrir une rentabilité immédiate à leurs actionnaires, à l'image des rachats et de la hausse des dividendes, tout en sous-investissant dans l'innovation, la main-d'œuvre qualifiée ou les dépenses en capital essentielles pour garantir une croissance sur le long terme²⁵. »

Larry Fink, PDG de Blackrock

Un capitalisme de connivence

Comme l'a démontré Oxfam dans son précédent rapport *Une économie au service des 1 %*³¹, les entreprises de nombreux secteurs (finance, industrie extractive, confection, pharmaceutique et autre) utilisent leur pouvoir et leur forte influence pour s'assurer que les réglementations et les politiques nationales et internationales soient formulées de manière à soutenir durablement leur rentabilité. Par exemple, des sociétés pétrolières au Nigeria sont parvenues à obtenir des exonérations d'impôts généreuses³².

Même le secteur des technologies, autrefois considéré comme un secteur plus coopératif, est de plus en plus l'objet de critiques pour connivence. Alphabet, société mère de Google, est devenu l'un des plus grands lobbyistes à Washington et en Europe au sujet des règles anti-trust et de la fiscalité³³. Le capitalisme de connivence bénéficie aux riches, aux personnes qui détiennent et gèrent ces entreprises aux dépens du bien commun et de la lutte contre la pauvreté. Cela signifie que des entreprises de moindre envergure peinent à rester compétitives. Face aux cartels et au pouvoir de monopole de certaines entreprises et des personnes ayant des liens étroits avec les gouvernements, les citoyens ordinaires se retrouvent à devoir payer plus pour les biens et les services. Le mexicain Carlos Slim, troisième fortune mondiale, contrôle quelque 70 % des services de téléphonie mobile et 65 % des lignes fixes au Mexique, pesant près de 2 % du PIB³⁴.

Le rôle des plus riches dans la crise des inégalités

À tous les égards, nous vivons dans l'ère des super-riches, un deuxième « âge d'or » qui occulte la corruption et les problèmes sociaux. L'analyse d'Oxfam concernant les plus riches inclut toutes les personnes dont la fortune nette atteint au moins 1 milliard de dollars. Les 1 810 milliardaires en dollars de la liste Forbes pour 2016, dont 89 % d'hommes, détiennent 6 500 milliards de dollars, soit autant que les 70 % les plus pauvres de l'humanité³⁵. Tandis que certains milliardaires doivent surtout leur fortune à leur talent et à leur travail acharné, l'analyse d'Oxfam sur ce groupe révèle qu'un tiers de la fortune des milliardaires dans le monde provient d'héritages³⁶.

Une fois accumulée ou acquise, une fortune développe sa propre dynamique. Les plus fortunés disposent des moyens suffisants pour s'offrir les meilleurs conseils en investissement. Les richesses qu'ils détiennent depuis 2009 ont d'ailleurs augmenté en moyenne de 11 % par an. Ce taux d'accumulation est largement supérieur à ce que des épargnants ordinaires peuvent obtenir. Que ce soit par le biais de fonds spéculatifs ou d'entrepôts remplis d'œuvres d'art ou de voitures de collection³⁸, la très opaque industrie de la gestion de fortune réussit très bien à augmenter encore plus la prospérité des plus riches. La fortune de Bill Gates a augmenté de 50 % (soit 25 milliards de dollars) depuis qu'il a quitté Microsoft en 2006, malgré ses efforts louables de faire don d'une bonne partie³⁹. Si les milliardaires continuent à s'assurer de tels retours sur investissement, le premier super-millionnaire au monde verrait le jour d'ici 25 ans. Dans un tel environnement, si vous êtes déjà riche, ne pas devenir encore plus riche requiert un effort particulier.

Les immenses fortunes que l'on retrouve au sommet de la pyramide des richesses et des revenus sont une preuve indiscutable de la crise des inégalités et entravent la lutte contre l'extrême pauvreté. Mais les plus fortunés ne sont pas de simples bénéficiaires de la concentration croissante des richesses. Ils participent activement à sa perpétuation.

Pour cela, ils s'appuient notamment sur leurs investissements. Les plus riches, parmi lesquels figurent les plus gros actionnaires (en particulier dans les fonds d'investissement

« Si justifiées soient-elles au départ, les fortunes se multiplient et se perpétuent parfois au-delà [...] de toute justification rationnelle possible en termes d'utilité sociale³⁷. »

Thomas Piketty, économiste et auteur de *Le Capital au XXI^e siècle*

et les fonds spéculatifs), bénéficient de manière considérable du culte de l'actionnaire qui transforme progressivement le comportement des entreprises.

Optimisation fiscale et lobby

Payer le moins d'impôts possible est une stratégie mise en œuvre par une bonne partie des plus fortunés⁴⁰. À cette fin, ils recourent activement au réseau mondial de juridictions opaques et de paradis fiscaux pour les entreprises, comme l'ont révélé les Panama Papers et d'autres scandales. Les pays se livrent une concurrence pour attirer les plus fortunés, entreprises ou particuliers, bradant ainsi leur souveraineté. Les exilés fiscaux ultra-fortunés n'ont que l'embarras du choix de la destination car la notion de frontière n'est pas la même pour eux. Pour un investissement d'au moins 2 millions de livres sterling, il est possible d'acheter le droit de vivre, travailler et devenir propriétaire au Royaume-Uni et bénéficier de généreux allègements fiscaux. À Malte, paradis fiscal de grande envergure, la citoyenneté de plein droit se monnaie 650 000 dollars. Gabriel Zucman a estimé que 7 600 milliards de dollars sont dissimulés à l'étranger⁴¹. À elle seule, l'Afrique subit un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars à cause des plus fortunés utilisant des paradis fiscaux. D'après les calculs d'Oxfam, cela suffirait pour financer des soins de santé qui pourraient sauver la vie de quatre millions d'enfants et pour employer assez d'enseignants pour scolariser tous les enfants africains. Les taux d'imposition sur la fortune et sur les revenus les plus élevés n'ont cessé de reculer dans tous les pays les plus riches. Aux États-Unis, la tranche supérieure d'impôt sur le revenu était de 70 % en 1980 ; elle est maintenant de 40 %⁴². Dans les pays en développement, l'imposition des riches est encore plus faible : les recherches d'Oxfam révèlent que le taux supérieur moyen est de 30 % sur les revenus, et que la majorité n'est jamais perçue⁴³.

Une bonne partie des plus fortunés utilise également son pouvoir, son influence et ses connexions pour influencer les politiques et s'assurer que les règles adoptées lui sont favorables. Les milliardaires brésiliens font pression pour réduire les impôts⁴⁶ tout en privilégiant l'hélicoptère pour se rendre au travail, survolant les embouteillages et les infrastructures vieillissantes de Sao Paulo⁴⁷. Parmi les plus riches, certains utilisent aussi leur fortune pour acheter les décisions politiques qui les arrangent, cherchant à influencer les élections et les politiques publiques. Les frères Koch, deux des hommes les plus riches du monde, ont une énorme influence sur les politiques conservatrices aux États-Unis, apportant leur soutien à de nombreux groupes de réflexion influents ainsi qu'au mouvement du Tea Party⁴⁸. Ils pèsent également très lourd sur les opérations visant à discréditer toute initiative de lutte contre le changement climatique. Ce travail d'influence politique mené par les plus fortunés et leurs représentants exacerbe les inégalités en instaurant des « boucles de rétroaction renforcées » au sein desquelles les grands gagnants accumulent toujours plus de ressources pour gagner encore plus la fois suivante⁴⁹.

LES IDÉES REÇUES DE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

L'économie au service des 1 % repose sur un ensemble d'idées reçues qui représentent le fondement de nombreuses politiques, d'investissements et d'activités des gouvernements, des entreprises et des plus riches, aux dépens des plus pauvres et de la société au sens large. Certaines de ces idées concernent l'économie elle-même, d'autres se rapportent à la vision dominante de l'économie définie par ses créateurs comme

« Aucune société ne peut supporter ce genre d'inégalités croissantes. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de cette façon, les fourches ont fini par sortir. »

Nick Hanauer, milliardaire et entrepreneur américain⁴⁴

« Au lieu de générer de la croissance, certaines politiques néolibérales ont creusé les inégalités au détriment d'une croissance/développement durable. »

FMI⁴⁵

« néolibéralisme », qui suppose, à tort, que les richesses créées au sommet de la pyramide devraient « ruisseler » au bénéfice de tous. Le FMI a identifié le néolibéralisme comme une cause déterminante des inégalités croissantes⁵⁰. À moins de réfuter ces idées reçues, nous serons incapables de changer la donne :

1. **Idée reçue n° 1 : Le marché a toujours raison et le rôle des États doit être le plus faible possible.** En réalité, le marché a démontré ses limites à organiser et valoriser une bonne partie de notre vie et de notre avenir communs. Nous avons pu observer à quel point la corruption et la connivence faussent les marchés aux dépens des citoyens ordinaires, et comment la 'productivité' excessive du secteur financier exacerbe les inégalités. La privatisation des services publics comme la santé, l'éducation ou l'eau entraîne l'exclusion des pauvres, et en particulier des femmes.
2. **Idée reçue n° 2 : Les entreprises doivent à tout prix maximiser leurs bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires.** Le fait de maximiser les bénéfices de manière disproportionnée gonfle les revenus de personnes qui sont déjà riches, tout en mettant une pression inutile sur les travailleurs, les agriculteurs, les consommateurs, les fournisseurs, les communautés et l'environnement. Il existe de nombreuses façons plus constructives d'organiser les entreprises de sorte à contribuer à une plus grande prospérité pour tous, et les exemples de réalisations ne manquent pas.
3. **Idée reçue n° 3 : La richesse extrême de certaines personnes est sans conséquence et témoigne d'une réussite individuelle ; les inégalités n'ont aucune importance.** Au contraire, l'émergence d'un nouvel âge d'or associé à la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns (principalement des hommes) est inefficace du point de vue économique, néfaste sur le plan politique et contraire au progrès collectif. Une distribution plus égalitaire de la richesse est nécessaire.
4. **Idée reçue n° 4 : La croissance du PIB devrait être l'objectif principal de l'élaboration des politiques publiques.** Mais comme le disait Robert Kennedy déjà en 1968 : « Le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. » Le PIB ne tient pas compte du conséquent travail non rémunéré réalisé notamment par les femmes à travers le monde. Il ignore aussi les inégalités, ce qui fait qu'un pays comme la Zambie peut avoir un PIB en forte croissance alors même que le nombre de personnes pauvres augmente.
5. **Idée reçue n° 5 : Notre modèle économique n'est pas sexiste.** Dans les faits, les coupes dans les services publics, la sécurité de l'emploi et les droits du travail frappent surtout les femmes. Les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois les moins sûrs et les moins bien payés, et ont également la charge de la majeure partie du travail non rémunéré, qui n'entre pas en compte dans le PIB mais sans lequel nos économies ne fonctionneraient pas.
6. **Idée reçue n° 6 : Les ressources de notre planète sont illimitées.** Il s'agit non seulement d'un constat erroné, mais aussi d'un postulat qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour notre planète. Notre modèle économique repose sur l'exploitation de notre environnement en ignorant les limites de notre planète. Ce système économique est parmi les principaux facteurs d'un changement climatique incontrôlé.

« [Le PIB] mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue⁵¹. »

Robert Kennedy, 1968

« On ne saurait élever le monde alors même que la moitié est écrasée. »⁵²

Charlotte Perkins Gillman, dans *The Socialist and the Suffragist*

Il faut rapidement réfuter ces six idées reçues. Elles sont obsolètes et rétrogrades et se sont révélées incapables de promouvoir la stabilité et la prospérité pour le plus grand nombre. Elles nous conduisent droit dans le mur. Nous avons un besoin urgent d'un autre mode de fonctionnement économique, une économie centrée sur l'humain.

UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN AU SERVICE DES 99 %

Ensemble, nous devons créer un nouveau sens commun et inverser le paradigme actuel pour concevoir une économie dont le principal objectif est de bénéficier à tous, pas aux 1 %. Le groupe qui devrait le plus bénéficier de notre économie est la population qui vit dans la pauvreté, que ce soit en Ouganda ou aux États-Unis. L'humanité a un incroyable talent, des richesses énormes et une imagination sans borne. Nous devons mobiliser tous ces atouts pour créer une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à une poignée de privilégié seulement.

Une économie centrée sur l'humain serait synonyme de sociétés meilleures et plus justes. Elle garantirait des emplois payés décemment. Elle traiterait les femmes et les hommes sur un pied d'égalité. Personne ne vivrait dans la crainte des dépenses qu'engendrerait une maladie. Chaque enfant aurait la chance de réaliser son plein potentiel. Notre économie prospérerait dans les limites de notre planète et transmettrait un monde meilleur et plus durable aux générations futures.

Les marchés sont un moteur essentiel pour la croissance et la prospérité, mais nous ne pouvons pas continuer à laisser prétendre que ce moteur pilote la voiture ou décide de la meilleure direction à prendre. Les marchés doivent être gérés avec soin dans l'intérêt de tous, afin que les fruits de la croissance soient distribués équitablement tout en garantissant une réponse appropriée au changement climatique ou encore assurer les soins de santé et l'éducation au plus grand nombre, en particulier mais sans s'y limiter dans les pays les plus pauvres.

Une économie centrée sur l'humain doit intégrer plusieurs ingrédients essentiels destinés à résoudre les problèmes qui ont contribué à la crise des inégalités que l'on connaît aujourd'hui. Le présent document n'en propose qu'une ébauche, mais aussi des fondations sur lesquelles s'appuyer.

Dans une économie centrée sur l'humain :

1. Les gouvernements œuvreront pour les 99 %. Un État responsable est l'arme la plus puissante contre les inégalités extrêmes, ainsi que la cheville ouvrière de toute économie centrée sur l'humain. Les États doivent écouter la voix de tous, pas seulement celle d'une minorité fortunée et de leurs lobbyistes. Pour cela une redynamisation de l'espace civique est nécessaire, en particulier pour faire entendre la voix des femmes et des groupes marginalisés. Plus les États seront responsabilisés, plus nos sociétés seront justes.

2. Les gouvernements coopéreront plutôt que d'agir en simples concurrents. La mondialisation ne peut pas continuer à alimenter un nivellement vers le bas de la fiscalité et du droit du travail qui ne profite qu'aux riches. Nous devons mettre un terme une bonne fois pour toutes à l'ère des paradis fiscaux. Les pays doivent coopérer sur un pied d'égalité pour parvenir à un nouveau consensus mondial et contribuer à un cercle vertueux pour garantir que les entreprises et les particuliers fortunés payent leur juste part d'impôts, que l'environnement soit protégé et que les travailleurs soient bien payés.

3. Les entreprises travailleront pour le bien de tous. Les États doivent soutenir les modèles économiques qui promeuvent clairement un capitalisme profitant à tous et préparent un avenir durable. Les fruits de l'activité économique doivent revenir à ceux qui en sont à l'origine et qui les ont créés : la société, les travailleurs et les communautés locales. Il faut mettre fin au lobby des entreprises et à l'achat de la

démocratie. Les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises payent des salaires équitables et leur juste part d'impôts, et se montrent responsables de leur impact sur la planète.

4. L'extrême concentration de richesse aura disparu pour éradiquer l'extrême pauvreté. L'âge d'or actuel compromet notre avenir et doit prendre fin. Les plus riches doivent être contraints à contribuer plus équitablement à la société dans laquelle ils évoluent et il faut les empêcher de s'en tirer avec des privilèges. Pour ce faire, il est nécessaire que les riches payent leur juste part d'impôts : il faut augmenter les impôts sur la fortune et sur les hauts revenus pour uniformiser les règles du jeu, et lutter contre l'évasion fiscale des riches.

5. Une économie centrée sur l'humain œuvrera à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'égalité entre les femmes et les hommes sera au cœur de l'économie centrée sur l'humain, garantissant que les deux moitiés de l'humanité disposent des mêmes chances dans la vie et puissent vivre une vie épanouie. Les obstacles à l'émancipation et autonomisation des femmes, notamment concernant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, seront définitivement abolis. Les normes sociales ne détermineront plus le rôle d'une femme dans la société. Notamment, le travail de soin non rémunéré sera reconnu, réduit et redistribué.

6. La technologie sera mise au profit des 99 %. Les nouvelles technologies ont un énorme potentiel pour améliorer notre quotidien. Mais cela ne se produira qu'avec l'intervention active des gouvernements, en particulier pour ce qui est du contrôle de ces technologies. La recherche publique est à l'origine de certaines parmi les plus grandes innovations récentes, y compris le smartphone. Les États doivent intervenir pour assurer que les technologies contribuent à réduire les inégalités plutôt qu'à les creuser.

7. Une économie centrée sur l'humain reposera sur des énergies renouvelables. Les carburants fossiles soutiennent la croissance économique depuis l'ère de l'industrialisation, mais ils ne sont pas compatibles avec une économie qui promeut l'intérêt du plus grand nombre. La pollution atmosphérique résultant de la combustion du charbon est responsable de millions de décès prématurés dans le monde, tandis que la dévastation provoquée par le changement climatique frappe le plus durement les plus pauvres et les plus vulnérables. Les énergies renouvelables durables peuvent offrir un accès universel à l'énergie et une croissance énergétique qui respecte les limites de la planète.

8. Ce qui compte vraiment sera valorisé et mesuré. Au-delà du PIB, nous devons mesurer les progrès humains à l'aune des nombreux indicateurs alternatifs disponibles. Ces nouveaux indicateurs doivent tenir compte du travail non rémunéré des femmes à travers le monde. Ils doivent refléter non seulement l'ampleur de l'activité économique, mais aussi la manière dont les revenus et les richesses sont distribués. Ils doivent être étroitement liés à des considérations de durabilité, contribuant à bâtir un monde meilleur aujourd'hui et pour les générations futures. Cela nous permettra de mesurer les progrès réels de nos sociétés.

Nous pouvons et nous devons construire une économie centrée sur l'humain avant qu'il ne soit trop tard.

1 UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MARQUÉE PAR LES INÉGALITÉS ET L'EXCLUSION

« IL NE PEUT Y AVOIR DE STABILITÉ DANS UN MONDE OÙ 1 % DE L'HUMANITÉ DÉTIENT AUTANT DE RICHESSES QUE LE RESTE DE LA POPULATION. »

Lors de son dernier discours prononcé en septembre 2016 devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président Obama déclarait : « Il ne peut y avoir de stabilité dans un monde où 1 % de l'humanité détient autant de richesses que le reste de la population⁵³. » Ce même mois, le rapport inaugural de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée indiquait que les inégalités au sein de chaque pays sont supérieures à leur niveau d'il y a 25 ans, et conditionnait la réalisation de l'objectif de développement durable d'éradication de la pauvreté d'ici à 2030 à la réduction des inégalités⁵⁴. Selon les chercheurs du FMI, les inégalités nuisent à la croissance⁵⁵ et exacerbent obstacles et injustices auxquelles certaines personnes sont confrontées en raison de leur genre, de leur origine ethnique ou du lieu où elles se trouvent⁵⁶. Les répercussions sociales et politiques dues aux inégalités extrêmes sont nombreuses⁵⁷. Les témoignages de personnes abandonnées à leur sort et exclues d'une prospérité confisquée par l'élite sont légions chez les observateurs ; ceux-ci en faisaient même une des explications des récents choix électoraux britanniques de juin 2016, au sujet de l'appartenance à l'Union européenne⁵⁸, et américains, qui ont porté Donald Trump à la présidence des États-Unis⁵⁹.

Les dirigeants mondiaux ont souscrit aux Objectifs de développement durable (ODD) qui s'appliquent à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. L'objectif n° 10 est de « réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ». Cet engagement, combiné à la large reconnaissance du problème des inégalités, est bienvenu, mais les réponses apportées restent très insuffisantes. Aux niveaux international, national et dans de nombreuses entreprises, la priorité reste limitée à la croissance du PIB et des profits ; renforcée par des mises en garde contre toute tentative de détournement de cet objectif au motif de préoccupations relatives aux inégalités⁶⁰. Nous continuons à subir des politiques qui poursuivent des objectifs biaisés et malavisés devenus une fin en soi. Ces politiques sont menées de telle sorte qu'elles aggravent les inégalités au lieu de garantir le bien-être et le développement humain durable.

Le présent rapport remet en question ces objectifs prédominants et les idées reçues sur lesquelles s'appuient les décisions économiques. Il propose également une alternative plus juste et durable pour nos sociétés.

L'ampleur de la crise des inégalités requiert davantage que quelques ajustements politiques ou une réponse symbolique. Il est impératif de saisir cette opportunité pour que le problème des inégalités soit pris en compte de manière généralisée et ainsi prendre les mesures significatives pour y remédier.

LA CONCENTRATION DES RICHESSES S'AGGRAVE

La richesse mondiale⁶¹ s'élève à un total de 255 000 milliards de dollars, un chiffre sidérant. Depuis 2015, plus de la moitié de cette fortune est aux mains des 1 % les plus riches. Au sommet de cette pyramide et selon les derniers chiffres, seules les huit personnes les plus riches au monde cumulent une richesse nette de 426 milliards de dollars, soit autant que la richesse nette de la moitié la plus pauvre de l'humanité⁶².

Les richesses des plus riches continuent de s'accumuler. Au cours des trois dernières décennies, les détenteurs de capitaux ont constamment vu leurs rendements dépasser ceux de la croissance économique⁶³. Les précédents rapports d'Oxfam ont démontré comment la concentration de ces immenses fortunes aux mains d'une élite se traduit en pouvoir et en influence injustifiés sur les politiques et les institutions⁶⁴.

Dans le même temps, l'accumulation de ressources modestes, notamment de ressources agricoles comme les terres ou le bétail, est l'un des leviers notables pour sortir de la pauvreté⁶⁵. Un minimum de ressources est essentiel pour permettre aux personnes en situation de pauvreté de faire face à un choc financier, par exemple couvrir des frais médicaux. D'après les estimations du Credit Suisse, la moitié la plus pauvre de l'humanité détiendrait collectivement moins de 0,25 % de la richesse mondiale⁶⁶. Dans ce groupe, 9 % des personnes disposent d'une richesse négative. Elles vivent pour la plupart dans des pays riches où la dette étudiante et d'autres mécanismes de crédit sont en place. Néanmoins, même en défalquant la dette des Européens et des Américains, la richesse totale de la moitié la plus pauvre de la population reste toujours inférieure à 1 %.

Si la fortune des plus riches est observée et renseignée dans diverses listes, les ressources de ceux qui se trouvent au pied de la pyramide sont nettement moins documentées. Nous savons toutefois que, dans le monde, la principale source de revenus de nombreuses personnes en situation de pauvreté s'érode⁶⁷ (terre, ressources naturelles et habitations) en raison de la précarité des droits fonciers, de l'accaparement, de l'érosion ou du morcellement des terres, du changement climatique, de l'exclusion sociale urbaine et des déplacements forcés. Alors que la superficie totale des terres agricoles a augmenté⁶⁸, les petites exploitations familiales se partagent une proportion de plus en plus petite de ces terres. Pour le quintile le plus pauvre, la propriété foncière a chuté de 7,3 % entre les années 1990 et 2000⁶⁹. Dans les pays en développement, les changements de propriété foncière sont généralement motivés par des acquisitions de grandes superficies. Les terres des petits agriculteurs passent aux mains de gros investisseurs. Elles perdent alors leur vocation d'agriculture de subsistance au profit d'une utilisation plus commerciale⁷⁰. Jusqu'à 59 % des transactions foncières couvrent des terres communales revendiquées par les petites communautés et les populations autochtones, une situation potentiellement à l'origine du déplacement de millions de personnes⁷¹. Néanmoins, seulement 14 % des transactions impliquaient un consentement préalable, libre et éclairé⁷². La répartition des terres est plus inégale en Amérique latine qu'ailleurs, où 64 % des richesses sont associées à des ressources non financières (terres, logement)⁷³. Là-bas, 1 % des plus grosses exploitations agricoles contrôlent davantage de terres fertiles ou productives que les 99 % restants⁷⁴.

Encadré 1 : Calculs d'Oxfam sur les inégalités de richesses

En janvier 2014, Oxfam a déterminé que seulement 85 personnes détenaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Ce calcul se base sur la liste des individus les plus fortunés en termes de richesse nette selon le magazine Forbes, ainsi que sur les données du Credit Suisse relatives à la répartition des richesses dans le monde. Ces sources de données ont été étudiées pour les trois dernières années afin de comprendre l'évolution de la répartition des richesses. D'après le rapport du Credit Suisse d'octobre 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de l'humanité⁷⁵.

Cette année, les richesses de la moitié la plus pauvre de la population mondiale sont inférieures aux précédentes estimations, et correspondent à la fortune cumulée des huit personnes les plus riches de la planète. Chaque année, le Credit Suisse acquiert des sources de données nouvelles et plus détaillées permettant d'affiner l'estimation de la répartition des richesses dans le monde : son dernier rapport indique un plus fort endettement parmi la frange la plus pauvre de la population et moins d'actifs et biens détenus par les centiles 30-50 % de la population. L'année dernière, la part cumulée des richesses des 50 % les plus pauvres était de 0,7 % ; cette année, elle est de 0,2 %.

Tableau 1 : Part des richesses de la moitié la plus pauvre de la population mondiale

	10 % les plus pauvres	2%	3	4	5	50 % les plus pauvres
Calculs 2015	-0,3	0,1	0,1	0,3	0,5	0,7
2015 <i>MIS À JOUR</i>	-0,4	0	0,1	0,2	0,3	0,2
Données 2016	-0,4	0	0,1	0,2	0,3	0,2

Les inégalités de richesses illustrées par ces calculs ont suscité une vive attention sur le niveau insoutenable des inégalités, sur les données sous-jacentes et les calculs eux-mêmes. Deux réserves sont couramment avancées à ce sujet. Premièrement, les personnes les plus pauvres sont certes en situation d'endettement net, mais peuvent être riches en revenus grâce à un bon fonctionnement du marché du crédit (à l'image d'un diplômé de Harvard endetté). Ce groupe reste toutefois insignifiant à l'échelle de la population mondiale puisque 70 % des individus les plus pauvres de la planète vivent dans des pays à bas revenus. En outre, l'endettement total net de la moitié la plus pauvre de la population mondiale correspond à seulement 0,4 % de la richesse mondiale totale, soit 1 100 milliards de dollars. Hors endettement net, la richesse de la moitié la plus pauvre de la population s'élève à 1 500 milliards de dollars. La fortune cumulée des 56 personnes les plus riches au monde suffit à égaler le niveau de richesses de ce groupe.

Deuxièmement, l'évolution de la richesse nette dans le temps dépendrait de la fluctuation des taux de change. Or ce facteur est quasi insignifiant pour les personnes qui utilisent leurs ressources uniquement dans le cadre national. Le Credit Suisse consignait ses données en dollars américains (USD), les fortunes exprimées dans d'autres devises doivent être converties en USD. Au Royaume-Uni, les richesses ont chuté de 1 500 milliards de dollars l'année dernière en raison de la dévaluation de la livre Sterling. La fluctuation des taux de change ne peut toutefois pas expliquer les inégalités de richesses chroniques exposées par le Credit Suisse (sur la base des taux de change actuels). Depuis 2000, la moitié la plus pauvre de la population n'a jamais détenu plus de 1,5 % des richesses totales, et les 1 % les plus riches ne sont jamais passés en dessous de 46 %. Au vu de l'importance des

échanges de capitaux rapportés aux niveaux de richesses mondiales, les taux de change restent une méthode adaptée pour convertir les devises.

Pour conclure, il est pertinent pour Oxfam d'analyser la répartition des richesses, surtout celles des plus vulnérables. Un système de collecte systématique des données issues des études mesurant les richesses totales détenues par et au sein des foyers pauvres reste à définir. Ces données devraient être de qualité et facilement comparables.

L'ÉRADICATION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ REQUIERT UNE CROISSANCE PLUS INCLUSIVE

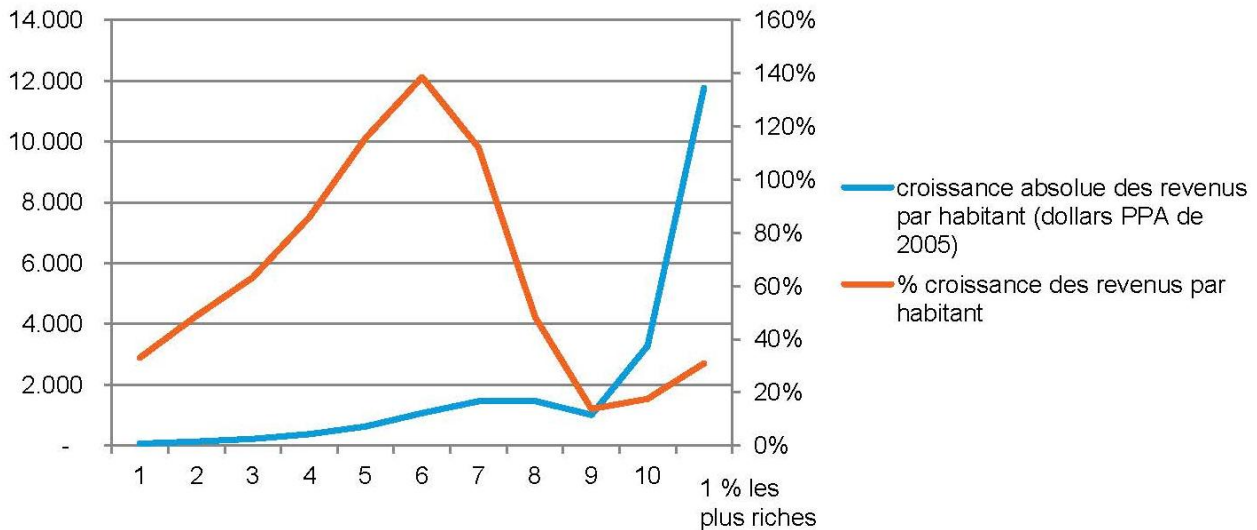
Au cours des dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Le monde a de quoi en être fier. Pourtant, une personne sur neuf se couche toujours le ventre vide⁷⁷. Si la croissance avait été favorable aux plus pauvres, ce sont près de 700 millions de personnes supplémentaires, surtout des femmes qui seraient sorties de la pauvreté entre 1990 et 2010⁷⁸. En niveau de PIB, l'économie mondiale a plus que doublé au cours des 30 dernières années. Les revenus ont augmenté à tous les niveaux, ce qui a entraîné une baisse du taux de d'extrême pauvreté dans le monde entier. La courbe rouge ci-dessous est l'illustration de cette hausse généralisée des revenus réels entre 1988 et 2011, et notamment au centre de la distribution mondiale des revenus. Le taux de croissance des revenus le plus faible revient aux revenus de la tranche supérieure, répercussion directe de la période 2008–2011 lorsque la crise financière mondiale frappait majoritairement les pays à hauts revenus. De ce fait, la forme du graphique est une version modérée du célèbre « graphique de l'éléphant »⁷⁹. Celui-ci a fait l'objet d'une grande attention en révélant que les groupes de revenus des tranches moyennes et de l'élite étaient les grands gagnants des trois dernières décennies.

Les écarts entre la croissance absolue des différents déciles en matière de revenus sont toutefois très inégaux, bien au-delà de ce que pourraient suggérer les taux de croissance, et ce même après avoir tenu compte du choc économique sur les revenus après 2008, comme l'illustre la courbe bleue de la Figure 1. Les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de moins de 65 dollars entre 1988 et 2011 (soit une hausse de moins de 3 dollars annuels), tandis que l'augmentation des revenus des 1 % les plus riches était 182 fois supérieure (11 800 dollars). Selon une recherche d'Oxfam, au cours des 25 dernières années, les 1 % les plus riches ont généré plus de revenus que ceux les 50 % les plus pauvres. De surcroît, environ la moitié de la hausse totale des revenus a bénéficié aux 10 % les plus riches.⁸⁰ Cet aspect est crucial, car les 10 % les plus pauvres vivent toujours sous le seuil de pauvreté extrême établi à 1,90 dollar par jour⁸¹. La Banque mondiale prévoit d'ailleurs qu'avec une telle répartition des revenus, l'objectif d'éradication de la pauvreté d'ici 2030 est hors de portée. Il s'agit pourtant là d'une ambition modeste, car les seuils de pauvreté des pays eux-mêmes sont en réalité supérieurs à 1,90 dollar par jour. Près de trois milliards de personnes (soit la moitié de la population mondiale) vivent en dessous du « seuil de pauvreté éthique », qui correspond au montant quotidien dont une personne aurait besoin pour atteindre une espérance de vie normale d'un peu plus de 70 ans⁸².

« Aucune société ne peut supporter ce genre d'inégalités croissantes. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de la sorte, les fourches ont fini par sortir. »

Nick Hanauer, milliardaire et entrepreneur américain⁷⁶

Figure 1 : Hausse des revenus dans le monde par décile, 1988–2011



Source : Calculs de l'auteur, à l'aide des données de Lakner et Milanovic (2013). Tous les revenus sont en dollars PPA de 2005, représentant les revenus réels de 2005.

Les différentes tendances sur le marché du travail dans de nombreux pays (pauvres et riches) ont biaisé la hausse des revenus. Les revenus totaux se composent des revenus du travail gagnés par les travailleurs et des rendements du capital dont bénéficient les détenteurs de capitaux. Partout dans le monde, les travailleurs doivent se partager une part réduite du gâteau, tandis que les détenteurs de capitaux prospèrent⁸³. En Chine, où les salaires ont pour ainsi dire triplé au cours des dix dernières années, les revenus totaux alimentés par d'importants rendements du capital ont augmenté encore plus rapidement. La part croissante du capital bénéficie presque exclusivement aux personnes au sommet de l'échelle de répartition des revenus, le capital étant détenu de façon disproportionnée par les plus riches⁸⁴. Aux États-Unis, une nouvelle recherche publiée par l'économiste Thomas Piketty révèle que sur les 30 dernières années, la croissance des revenus de la moitié la plus pauvre de la population n'a pas évolué, tandis que les revenus des 1 % les plus riches ont augmenté de 300 %⁸⁵. Il ne fait aucun doute que la croissance mondiale a été exclusive, profitant principalement aux plus riches.

Un écart salarial toujours plus grand

Les disparités de salaires se sont intensifiées en ce qui concerne la part des revenus liés au travail. Dans les secteurs peu qualifiés, les salaires ne suivent pas la productivité des économies émergentes et stagnent dans de nombreux pays riches, tandis que les rémunérations des plus fortunés continuent de croître⁸⁶. Un PDG d'une entreprise du FTSE 100 gagne autant en un an que 10 000 ouvriers de l'industrie textile au Bangladesh⁸⁷. Le PDG de la plus grande société informatique indienne gagne 416 fois plus qu'un employé ordinaire⁸⁸. Dans les économies développées, des inégalités salariales encore plus prononcées constituent le facteur le plus important en matière d'inégalités de revenus^{89,90}, tandis que dans les pays où les inégalités ont diminué, la tendance est souvent soutenue par une croissance forte des salaires réels en bas de l'échelle. Au Brésil, les salaires réels des 10 % les plus pauvres ont augmenté davantage que la rémunération des 10 % les plus riches entre 2001 et 2012⁹¹ grâce à des politiques progressives sur le salaire minimum⁹². Dans de nombreux pays en développement où les disparités salariales s'intensifient, l'écart salarial est un facteur clé d'inégalité entre les travailleurs ayant des niveaux de qualification et d'éducation différents. Les travailleurs très qualifiés et plus diplômés voient leurs revenus augmenter, tandis que les travailleurs

peu qualifiés accusent une baisse de leur salaire réel. Cet écart représente 25 à 35 % des inégalités de revenus en Asie⁹³.

La pression sur l'emploi et sur les salaires des travailleurs les plus mal rémunérés aboutit à des salaires de misère dans des emplois précaires. Au Népal, un ouvrier salarié gagnait seulement 73 dollars par mois en 2008, suivi par le Pakistan avec 119 dollars (2013) et le Cambodge avec 121 dollars (2012). En raison des bas niveaux de salaires, ces deux derniers pays figurent également parmi ceux ayant le plus fort taux de travailleurs pauvres dans le monde⁹⁴. Dans de nombreux pays, même le salaire minimum légal n'est pas à la hauteur du salaire requis pour mener une vie décente. En République dominicaine, le salaire minimum des travailleurs des plantations de bananes ne s'élève qu'à 40 % du salaire décent ; au Bangladesh, il n'est que d'environ 20 %⁹⁵. Les femmes et les jeunes sont particulièrement exposés au travail précaire : dans la plupart des pays à bas revenus, deux jeunes salariés sur trois sont des indépendants vulnérables ou travaillent dans des activités familiales non rémunérées⁹⁶. Au sein de l'OCDE, près de 40 % des jeunes travailleurs occupent un emploi non conventionnel (contrat à durée déterminée, travail temporaire ou temps partiel non choisi)⁹⁷.

Le déclin du pouvoir de négociation collective des travailleurs

La structure mouvante du marché du travail et le déclin du processus de négociation collective qui l'accompagne aggravent les choses. Divers facteurs ont mené à une réduction de la part de travailleurs syndiqués, et le FMI a identifié, dans les économies avancées, une relation entre ce déclin et la part croissante des revenus des 10 % les plus riches⁹⁸.⁹⁹ Au Danemark, un employé qui prépare des hamburgers chez Burger King gagne 20 dollars de l'heure, une rémunération basée sur une convention collective ; un employé occupant le même poste aux États-Unis, mais qui ne jouit pas du même pouvoir de négociation que son collègue danois, gagne seulement 8,90 dollars de l'heure¹⁰⁰. Dans les pays développés, l'augmentation du nombre de travailleurs indépendants dans l'économie du spectacle, où ils sont rémunérés au cachet plutôt qu'en tant qu'employés, aggrave leur précarité financière. L'arrêt rendu à l'encontre d'Uber, société de VTC, au Royaume-Uni en octobre 2016, insistait sur une rémunération décente des conducteurs et sur leur éligibilité aux congés payés. Cette décision va dans le sens de la reconnaissance des droits des travailleurs dans ce secteur en pleine expansion¹⁰¹. De façon alarmante, le secteur informel continue d'être une des sources essentielles de revenus, notamment pour les femmes dans les pays à bas revenus¹⁰² où les travailleurs ne sont pas éligibles au salaire minimum et où les droits des travailleurs sont bafoués, les exposant à divers abus.

Encadré 2 : Protection juridique des travailleurs domestiques au Brésil

Au Brésil, la majorité des travailleurs domestiques sont des femmes. En 2015, le Brésil a ratifié une loi qui octroie des droits égaux aux travailleurs domestiques, à l'instar des droits dont jouissent les autres corps de métier. D'après les études, lors de la mise en application de cette nouvelle loi, quelque 1,4 million de travailleurs domestiques ont souscrit au système eSocial, un système d'obligations en matière de travail, de bien-être et de fiscalité¹⁰³.

« Ce système eSocial a été essentiel, car nous sommes aujourd'hui en mesure de savoir à combien de personnes cette réglementation s'applique, avec leurs droits protégés par la loi. Je crois que cette tendance va s'accroître, les gens seront mieux informés, y souscriront, et ce qui doit être fait sera fait. Suite à l'adoption de cette loi, le nombre de jeunes travailleurs domestiques a chuté. Pour nous, c'est positif. Mon arrière-grand-mère était esclave ; ma grand-mère, ma mère et moi-même étions des travailleuses domestiques. J'ai commencé à l'âge de 10 ans et n'ai pas eu la chance de faire des études. Aujourd'hui, savoir que des jeunes vont à l'université et que le nombre de jeunes engagés dans le travail domestique est en déclin est une très grande victoire pour moi. Nous avons besoin de générations qui tentent de réussir dans d'autres domaines sur le marché du travail. Une fille peut être employée domestique si elle le souhaite, mais cela doit pas être son seul destin. En 2008, lorsque le président Lula a signé un décret interdisant le travail domestique des enfants de moins de 18 ans, il a essuyé les critiques de personnes jugeant ce décret absurde. [...] Nous ne souhaitons pas que [cette enfant] soit dans la rue ou travaille. Nous voulons qu'elle étudie pour pouvoir devenir docteur ou ingénieur. Elle doit pouvoir choisir ce qu'elle veut faire, et non être cantonnée aux tâches domestiques. »

Source : extrait d'un entretien avec Creuza Oliveira, présidente de la Fédération nationale des travailleurs domestiques (FENATRAD) du Brésil.

Les femmes restent les moins bien loties

Les écarts de revenus grandissants n'affectent pas les hommes et les femmes de la même façon. Les femmes restent plus susceptibles de se retrouver en bas de l'échelle de répartition des salaires. Dans le monde, les femmes ont près de 27 % moins de chances d'accéder au marché du travail que les hommes¹⁰⁴. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seulement un quart des femmes sont actives sur le marché du travail, et un tiers d'entre elles le sont en Asie du Sud, contre trois-quarts des hommes dans ces régions¹⁰⁵. Une fois sur le marché du travail, les femmes sont davantage exposées que les hommes aux emplois non protégés par le droit du travail¹⁰⁶. Dans le secteur formel, les femmes sont systématiquement moins rémunérées que les hommes. L'édition 2016 du rapport annuel du Forum économique mondial sur les disparités de genre révèle que le fossé en matière de participation économique s'est même élargi l'année dernière. D'après ce rapport et au rythme actuel, il faudrait 170 ans pour parvenir à l'égalité salariale entre les sexes¹⁰⁷. Cela est en partie dû à une discrimination pure et simple, face à laquelle les femmes touchent un salaire inférieur à celui des hommes pour un travail équivalent et d'égale nature. Cela tient à la concentration des femmes dans les emplois à temps partiel et mal rémunérés. Les femmes gagnent 31 à 75 % de moins que les hommes en raison de cet écart salarial et d'autres inégalités économiques, comme l'accès à la protection sociale. Cette accumulation de contraintes dégrade leur situation tout au long de leur vie¹⁰⁸. Au sein même des économies avancées où les disparités de niveau d'instruction ont été largement gommées, les hommes continuent d'être largement représentés dans les groupes à hauts revenus tandis que les femmes restent largement en charge des tâches non rémunérées à la maison (Tableau 2).

Tableau 2 : Répartition par sexe sur le marché du travail dans les économies avancées

	% de femmes dans la tranche de revenu top 10 %	% de femmes dans la tranche de revenu top 1 %	Part du travail non rémunéré réalisée par les femmes (sur la dernière année)
Espagne 2010	33 %	22 %	63 %
Danemark 2013	31 %	16 %	57 %
Canada 2013	30 %	22 %	61 %
Nouvelle-Zélande 2013	29 %	19 %	65 %
Italie 2014	29 %	20 %	75 %
Royaume-Uni 2013	28 %	18 %	65 %
Australie 2012	25 %	22 %	64 %
Norvège 2013	22 %	14 %	57 %

Source : <http://www.lse.ac.uk/InternationalInequalities/pdf/III-Working-Paper-5---Atkinson.pdf> et OECD.Stat
 Employment : Temps consacré au travail non rémunéré, rémunéré et total, par sexe

« Au Kenya, le fossé entre les riches et les pauvres est parfois très humiliant. Il y a comme un mur qui sépare les riches des plus pauvres. Certains de leurs enfants conduisent des voitures. Croiser leur chemin sur le bord de la route vous expose à un nuage de poussière ou à des projections d'eau. »

Jane Muthoni, membre de Shining Mothers, un groupe communautaire soutenu par Oxfam

Cette tendance à l'aggravation des inégalités de richesses et de revenus est de plus en plus ancrée dans nos économies. Les grandes entreprises et des particuliers fortunés jouent un rôle déterminant dans ces disparités.

2 LES MOTEURS DE LA CROISSANCE EXCLUSIVE

LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS LA CRISE DES INÉGALITÉS

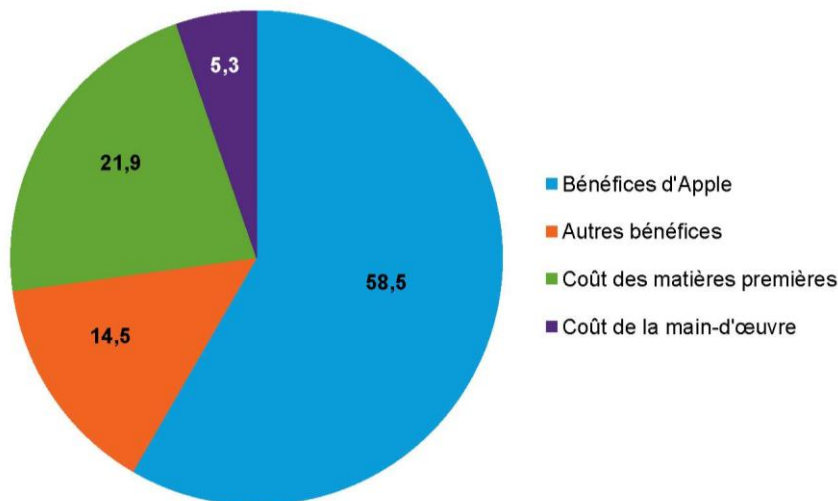
Aujourd'hui, les entreprises atteignent des tailles inédites. En matière de revenus, 69 des 100 plus grosses entités sont maintenant des entreprises, et non des pays¹⁰⁹. Les 10 plus grosses entreprises au monde (dont Wal-Mart, Shell et Apple) affichent des recettes cumulées supérieures à celles de 180 pays, dont font partie l'Irlande, l'Indonésie, Israël, la Colombie, la Grèce, l'Afrique du Sud, l'Irak et le Vietnam¹¹⁰. Le niveau des recettes, ou du chiffre d'affaires, donne une idée de l'ampleur des opérations de ces géants, et de leur capacité immense à transformer leurs revenus en profit. Ainsi, les 10 entreprises les plus rentables aux États-Unis ont réalisé 226 milliards de dollars de bénéfices en 2015, soit l'équivalent de 30 dollars par personne dans le monde¹¹¹.

Les entreprises sont l'ossature de l'économie de marché. Lorsqu'elles œuvrent au profit de tous, elles peuvent être les acteurs clés de sociétés justes et prospères. Mais les richesses qu'ont générées les entreprises ne sont pas partagées, elles bénéficient, de plus en plus exclusivement aux plus riches. La pression croissante pour une réduction des coûts et une génération de recettes pour les personnes détenant et exploitant ces entreprises, ainsi que l'avènement du « capitalisme de connivence », creusent l'écart entre les plus riches et le reste de la population.

Les bas salaires dans l'étai

À court terme, les bénéfices des entreprises exigent de maintenir les marges à un niveau élevé, ce qui implique de comprimer au maximum le coût des intrants tels que la main-d'œuvre. Apple s'est montré particulièrement habile à cet égard, comme le révèle la Figure 2 : en 2010, près des trois quarts des recettes de l'iPhone se sont traduits en bénéfices.

Figure 2 : Apple comprime le coût des matières premières et de la main-d'œuvre pour optimiser ses bénéfices (Apple iPhone 2010)¹¹²



Source : Répartition de la valeur estimée du prix de gros de l'iPhone 4 en 2010, calculée par Kenneth L. Kraemer, Greg Linden et Jason Dedrick (2011).

La pression sur les salaires renforce les inégalités existantes et génère un coût humain très lourd. Apple fait l'objet de rapports accablants sur le cas d'employés chinois produisant iPhones et iPads épuisés par 12 heures de travail quotidien dans des conditions intenable¹¹³. Dans le monde entier, les travailleurs touchant des bas salaires subissent une pression constante sur leurs revenus, en particulier dans les chaînes d'approvisionnement mondiales où les fournisseurs s'affrontent pour offrir à leurs clients des prix toujours plus bas. Les femmes sont les plus durement touchées, car elles sont les plus susceptibles d'occuper des postes précaires et mal rémunérés. Dans les années 1980, les producteurs de cacao recevaient 16 % de la valeur d'une barre chocolatée, contre seulement 6 % aujourd'hui¹¹⁴. De récents rapports d'Oxfam ont révélé que des fournisseurs de certaines sociétés britanniques les plus rentables versaient des salaires de misère au Malawi, au Vietnam et au Kenya. Par exemple, nous avons calculé que les salaires des ouvriers floriculteurs au Kenya pourraient être multipliés par deux moyennant une augmentation de seulement 5 pennies du prix d'un bouquet de roses à 4 livres¹¹⁵. Dans certains cas extrêmes, les entreprises recourent même au travail forcé (appelé également esclavage moderne) afin de réduire encore plus les coûts, et ce avec des conséquences humaines incommensurables. L'Organisation internationale du travail estime que 21 millions de personnes sont victimes de travail forcé et génèrent près de 150 milliards de dollars de bénéfices chaque année¹¹⁶. Les exemples de travail forcé sont nombreux : il sévit aussi bien dans l'industrie du coton en Ouzbékistan¹¹⁷ que dans les élevages de crevettes en Thaïlande ainsi que dans les usines de filature de coton indiennes, connues pour le travail forcé de jeunes filles¹¹⁸ et auxquelles toutes les plus grandes entreprises de confection au monde font appel. Parallèlement, le fossé entre les employés les moins bien payés et les dirigeants ne cesse de se creuser¹¹⁹. Les dividendes annuels versés par la société mère de Zara à Amancio Ortega (le deuxième homme le plus riche du monde) atteignent 1 108 millions d'euros, soit 800 000 fois le salaire annuel d'un ouvrier employé par une usine de confection en Inde¹²⁰.

L'évasion fiscale

Les recettes fiscales sont essentielles pour financer des politiques et des services capables de combattre les inégalités, et des impôts progressifs permettent de réduire mécaniquement le fossé entre riches et pauvres. Les recettes fiscales financent également des services dont bénéficient les entreprises, tels que des infrastructures et des citoyens éduqués et en bonne santé. Néanmoins, de nombreuses entreprises cherchent systématiquement à optimiser leur fiscalité. Dans cette optique, deux voies s'ouvrent alors à elles : exploiter les paradis fiscaux et les vides juridiques par le biais de subterfuges comptables, ou profiter des « dispenses » et des accords fiscaux proposés par différents pays. Au Nigéria, le manque à gagner fiscal annuel est estimé à 2,9 milliards de dollars en raison de différentes incitations fiscales¹²¹, comme par exemple la politique fiscale stipulant que tout investissement d'une personne physique ou morale dans des infrastructures publiques ouvre droit à des crédits d'impôt¹²². Grâce à cette mesure, une société détenue par Aliko Dangote (l'homme le plus riche d'Afrique¹²³) a bénéficié de 30 % d'allègement fiscal sur un projet routier¹²⁴ l'an dernier, allongeant ainsi la longue liste d'incitations fiscales dont a bénéficié ce magnat du ciment¹²⁵. Au niveau mondial, certaines des plus grandes entreprises ne paient pratiquement aucun impôt : Apple aurait ainsi été imposé à seulement 0,005 % sur ses bénéfices réalisés en Europe en 2014¹²⁶.

Certaines multinationales font du « shopping fiscal » et optent pour le système avec les meilleures conditions fiscales en faisant jouer le système fiscal d'un pays contre celui d'un autre. Un tel comportement a entraîné une tendance à la baisse des impôts sur les

sociétés durant les deux dernières décennies, bien au-delà de la baisse des autres taux d'imposition. Huit des nations les plus industrialisées au monde ont réduit leurs impôts sur les sociétés l'an dernier ou ont annoncé leur intention de le faire¹²⁷. En 1990, le taux d'imposition légal moyen sur les sociétés au sein du G20 était de 40 % ; en 2015, il n'était plus que de 28,7 %¹²⁸. Au-delà des taux affichés, on note une multiplication des cadeaux fiscaux et des ententes de faveur entre les États et certaines entreprises. En 2014, par exemple, l'Indonésie qui était en compétition avec le Vietnam pour attirer un investissement de Samsung a proposé une exemption d'impôt sur les sociétés pour 10 ans, gagnant ainsi le combat contre le Vietnam qui n'en offrait que 15¹²⁹.

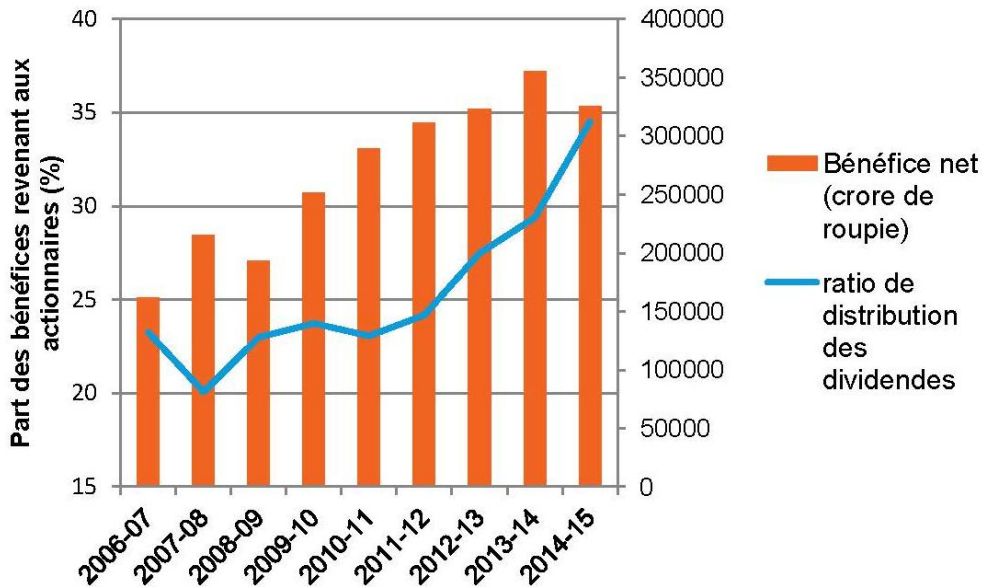
Les multinationales sont bien placées pour tirer parti des règles fiscales internationales et des paradis fiscaux, et ainsi échapper à l'impôt. Cette pratique implique souvent la manipulation de transactions entre différentes filiales d'une même société, dans l'optique de réduire, ou de faire disparaître, les bénéfices réalisés dans un pays où la société devrait payer des impôts et de déclarer ces bénéfices dans des juridictions à faible fiscalité. En Ouganda, une société utilisait des sociétés écrans dans des paradis fiscaux pour tenter d'échapper à 400 millions de dollars d'impôts. C'est plus que le budget annuel de l'Ouganda consacré à la santé. Heureusement, l'État a mis fin à cette pratique¹³⁰.

Les estimations sur l'évasion fiscale des entreprises varient. Le FMI estime que le manque à gagner dans les pays de l'OCDE est de 1% du PIB, et la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) estime que les pays en développement sont privés d'au moins 100 milliards de dollars chaque année¹³¹. Ce montant suffirait largement pour financer l'éducation des 124 millions d'enfants actuellement déscolarisés¹³².

Un capitalisme actionnarial outrancier

La réduction des coûts de production et de main-d'œuvre et l'optimisation fiscale permettent aux entreprises de verser une part sans cesse croissante des bénéfices à leurs propriétaires. Dans le cas des entreprises cotées en bourse, cette course au profit a richement récompensé les actionnaires. Pour les entreprises au Royaume-Uni, la part des bénéfices revenant aux actionnaires sous forme de dividendes, au lieu d'être réinvestis dans l'activité, est passée de 10 % dans les années 1970 à 70 % aujourd'hui¹³³. En 2015, cette part était respectivement de 86 % et 84 % en Australie et en Nouvelle-Zélande, et ce notamment en raison d'un crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs sur le versement de leurs dividendes¹³⁴. Bien que les bénéfices des 100 plus grandes sociétés cotées en Inde ont augmenté, la part de leurs bénéfices nets reversés en dividendes est également en constante augmentation depuis une dizaine d'années, atteignant 34 % en 2014/2015 avec près d'une douzaine de sociétés privées reversant plus de 50 % de leurs bénéfices sous forme de dividendes (voir Figure 3). En plus de cette tendance, les entreprises accumulent également de la trésorerie : selon l'agence de notation Moody's, les sociétés américaines (non financières) détenaient au total 1 700 milliards de dollars sur leur bilan à la fin de 2015¹³⁵ et ont racheté leurs propres parts afin d'accroître encore la valeur pour leurs actionnaires. Aux États-Unis, les 500 plus grandes entreprises cotées ont dépensé en moyenne 64 % de leurs bénéfices pour racheter des parts entre septembre 2014 et septembre 2016¹³⁶.

Figure 3 : Bénéfices et dividendes versés des 100 plus grandes sociétés cotées en Inde¹³⁷



Source : analyse Mint des 100 plus grandes entreprises cotées à la bourse de Bombay, d'après les données de Capitaline.

Ce constat ne serait pas aussi troublant si nous étions tous actionnaires, partageant tous ensemble les retours d'entreprises prospères. Mais pour détenir des actions, il faut d'abord avoir du capital à investir. C'est pourquoi la majorité des actions sont aux mains de riches individus et d'investisseurs institutionnels. Même dans les pays où les fonds de pension sont des investisseurs institutionnels significatifs, partageant effectivement les retours avec les retraités, la part des actifs lucratifs revenant aux retraités est en déclin. Au Royaume-Uni, les fonds de pension détenaient environ 30 % des parts totales il y a 30 ans, mais ce taux a chuté à 3 % en 2014¹³⁸. Les intermédiaires financiers comme les fonds de capital-investissement et les fonds spéculatifs, de même que les investisseurs étrangers, sont de bien plus gros actionnaires¹³⁹. Aux États-Unis, les entreprises appartiennent de plus en plus à des entités de ce type, lesquelles sont largement aux mains des 1 % les plus riches. Le Trésor américain a calculé que cette réalité avait entraîné une baisse des recettes de 100 milliards de dollars¹⁴⁰.

Travailler pour les investisseurs

Les intérêts des actionnaires ont une influence décisive sur les choix des entreprises. Cela se vérifie de plus en plus à des horizons toujours plus court-termistes. Le fait de récompenser les responsables avec des stock options, dans le cadre de leur rémunération globale, lie directement les décisions de l'entreprise aux bénéfices à court terme et contraint les responsables à agir dans l'intérêt des actionnaires (dont ils font partie) plutôt que de privilégier la production, les ventes et les intérêts à plus long terme¹⁴¹. Similairement, au sein du reste du marché boursier, les actionnaires sont des traders anonymes, et non des investisseurs soucieux des intérêts à long terme¹⁴². Cette pensée à court terme, qualifiée de « capitalisme trimestriel », ruine les investissements dans la durabilité, tant pour les entreprises elles-mêmes que pour les employés, les consommateurs et l'environnement. Selon Larry Fink, PDG de Blackrock (le plus grand gestionnaire d'actifs au monde) : « De plus en plus de PDG optent pour des actions susceptibles d'offrir une rentabilité immédiate pour les actionnaires, à l'image des rachats et de la hausse des dividendes, tout en sous-investissant dans l'innovation, la main-d'œuvre qualifiée ou les dépenses en capital essentielles pour inscrire la croissance sur

le long terme¹⁴³. » Les entreprises gérées selon ce principe de rentabilité à court terme ne créent pas de croissance inclusive.

Un capitalisme de connivence

Depuis 1990, on observe une augmentation considérable de la richesse des milliardaires issue d'industries entretenant des relations très étroites avec les États, comme la construction et l'exploitation minière. Si cela est particulièrement vrai dans les pays en développement, le monde riche n'est pas en reste¹⁴⁴. Le magazine *The Economist* a qualifié ce phénomène de « capitalisme de connivence » (« crony capitalism » en anglais).

Comme le démontre Oxfam dans ses récents rapports¹⁴⁵, des entreprises de tous secteurs (finance, industrie extractive, confection, pharmaceutique et autre) utilisent leur pouvoir démesuré et leur influence pour s'assurer que les réglementations et politiques nationales et internationales sont formulées de manière à soutenir durablement leur rentabilité. Les entreprises pharmaceutiques, par exemple, ont dépensé plus de 240 millions de dollars pour faire pression sur Washington en 2015¹⁴⁶. Au Mexique, pendant que Carlos Slim, troisième fortune mondiale, contrôle quelque 70 % des services de téléphonie mobile et 65 % des lignes fixes, l'aide sociale a subi, selon l'OCDE, une réduction de 129,2 milliards de dollars entre 2005 et 2009, soit l'équivalent de 1,8 % du PIB par an, à cause du secteur biaisé des télécommunications¹⁴⁷. Au Nigéria, des sociétés pétrolières sont parvenues à obtenir de généreuses exonérations d'impôts¹⁴⁸. Au sein de l'UE, un rapport de 2014 étudiant l'influence du secteur financier révèle que l'industrie financière dépense plus de 120 millions d'euros par an pour faire pression sur Bruxelles et emploie plus de 1 700 lobbyistes¹⁴⁹. Même le secteur des technologies, autrefois considéré comme un secteur plus coopératif, est de plus en plus l'objet de critiques pour connivence. Alphabet, société mère de Google, est devenu l'un des plus grands lobbyistes à Washington et à Bruxelles en matière de règles anti-trust et de fiscalité¹⁵⁰.

Un tel capitalisme de connivence bénéficie aux riches aux dépens du bien commun. Cela implique que les citoyens ordinaires se retrouvent à devoir payer plus pour les biens et les services puisque les prix sont influencés par les cartels et le pouvoir de monopole de certaines entreprises ayant des liens étroits avec les États. Dans ce capitalisme de connivence, les entreprises font également jouer leurs connexions pour influencer sur les réglementations fiscales et baisser les impôts, privant ainsi les États d'une part de leurs recettes.

LE RÔLE DES PLUS RICHES DANS LA CRISE DES INÉGALITÉS

Les plus fortunés, définis dans le présent document comme les milliardaires du monde, ont vu un accroissement phénoménal de leur richesse ces 30 dernières années. Les 1 810 milliardaires en dollars figurant sur la liste Forbes en 2016, parmi lesquels 89 % sont des hommes, détiennent 6 500 milliards de dollars, soit autant que les 70 % les plus pauvres de l'humanité. Ces milliardaires sont le visage humain de l'accélération de la concentration des richesses et de l'augmentation des retours sur le capital.

Richement rétribués

Une fois accumulé(e), un capital ou une fortune peut croître rapidement. Dès lors, les plus fortunés peuvent obtenir des rendements inaccessibles aux épargnants ordinaires, creusant ainsi l'écart entre les plus riches et le reste de la population. Que ce soit par le biais de fonds spéculatifs ou d'entrepôts remplis d'œuvres d'art ou de voitures de collection¹⁵², la très opaque industrie de gestion de fortune parvient à augmenter toujours plus la prospérité des plus riches. Plus l'investissement initial est important, plus le potentiel de rendements élevés est fort, et les coûts initiaux de conseils et d'investissements à haut risque deviennent justifiés en vue des perspectives de retours ultra lucratifs. En 2009, on dénombrait 793 milliardaires possédant ensemble 2 400 milliards de dollars. En 2016, la fortune cumulée des 793 individus les plus riches atteignait 5 000 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par an de la richesse de ce groupe de fortunés. Lorsque Bill Gates a quitté Microsoft en 2006, il possédait une fortune nette de 50 milliards de dollars. Dix ans plus tard, elle s'élevait à 75 milliards de dollars, malgré ses efforts louables de faire don d'une partie de sa fortune à sa fondation. Selon la société de services financiers mondiaux UBS, au cours des 20 prochaines années, 500 personnes transmettront plus de 2 100 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants¹⁵³. Si de tels retours se poursuivent, nous sommes susceptibles de voir le premier super-millionnaire au monde d'ici 25 ans.

Un monde sous influence

Selon les analyses d'Oxfam, un tiers de la fortune des milliardaires dans le monde provient d'héritages, et 43 % sont le fait de l'existence d'une forme de connivence¹⁵⁴. Ces conclusions trouvent écho dans des études similaires réalisées par *The Economist* et d'autres¹⁵⁵ infirmant l'idée selon laquelle la majorité des plus riches doivent leur fortune au travail acharné et au mérite.

Les plus fortunés ont tout intérêt à façonner des politiques favorables à leur accumulation de richesses plutôt que des politiques ayant un impact plus progressiste sur la société ; les recherches confirment que les plus fortunés profitent de la répartition inégale des richesses, et qu'ils exercent leur influence en conséquence¹⁵⁶. Comme l'explique Donella Meadows, les riches instaurent des « boucles de rétroaction renforcées » au sein desquelles les vainqueurs accumulent toujours plus de ressources afin de gagner encore plus par la suite¹⁵⁷. Ils utilisent, par exemple, leur fortune pour soutenir des candidats politiques, financer des actions de lobbying et, de manière plus indirecte, pour financer des groupes de réflexion et des universités dans l'optique de biaiser le discours politique et économique en leur faveur. Ainsi, les milliardaires brésiliens font pression pour réduire les impôts¹⁵⁸ tout en privilégiant l'hélicoptère pour se rendre au travail afin de survoler les embouteillages et les infrastructures vieillissantes de Sao Paulo¹⁵⁹. Aux États-Unis, les frères Koch sont deux des milliardaires les plus riches du monde. Ils exercent une énorme influence sur les politiques conservatrices, notamment en finançant plusieurs groupes de réflexion très influents comme le Cato Institute et en apportant leur soutien au mouvement du Tea Party. Ils pèsent également très lourd sur les opérations visant à discréditer toute initiative de lutte contre le changement climatique¹⁶⁰. Nés en Inde, les frères Gupta sont deux hommes d'affaires soupçonnés d'avoir une relation très proche et une influence injustifiée sur le président sud-africain Jacob Zuma¹⁶¹.

Comptant parmi les plus gros actionnaires, les plus riches sont les bénéficiaires majeurs de ce culte des dividendes, décrit au début de cette section, lequel entraîne une compression des salaires et cherche à réduire au maximum l'impôt sur les sociétés. Ce

« Si justifiées soient-elles au départ, les fortunes se multiplient et se perpétuent parfois au-delà [...] de toute justification rationnelle possible en terme d'utilité sociale¹⁵¹. »

Thomas Piketty,
économiste et auteur de
Le Capital au XXI^e siècle

sont les personnes qui investissent dans des fonds de capital-investissement et des fonds spéculatifs.

Les impôts sont pour les autres

Les impôts sur le revenu, la fortune et les gains en capital comptent parmi les principales contributions des plus fortunés à la société dans son ensemble. Ils permettent de financer les services publics essentiels et de redistribuer les richesses des plus riches vers les personnes les plus vulnérables. Pourtant, le FMI constate que les systèmes fiscaux à travers le monde sont de moins en moins progressifs depuis le début des années 1980 : abaissement du taux supérieur d'impôt sur le revenu, réduction de l'imposition des gains en capital et réduction des droits de succession et de l'impôt sur la fortune¹⁶². Selon les données recueillies pour la publication à venir d'Oxfam « Commitment to Reducing Inequality Index », le taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu est inférieur à 30 % dans les pays en développement, et une majorité n'est jamais perçue¹⁶³. Aux États-Unis, d'où sont originaires 30 % des milliardaires en dollars du monde, la tranche supérieure d'impôt était de 70 % en 1980 ; elle est maintenant de 40 %, le taux pour les gains en capitaux est quant à lui de seulement 20 %¹⁶⁴.

Certains pays font tout pour attirer les plus fortunés et leur permettent d'échapper à l'impôt. Les exilés fiscaux ultra-fortunés peuvent acheter le droit de vivre et de travailler au Royaume-Uni (tout en échappant à l'impôt) pour 2 millions de livres. À Malte, la citoyenneté de plein droit se monnaie 650 000 dollars. Les plus fortunés tirent aussi activement parti du réseau mondial de paradis fiscaux et du secret fiscal pour échapper à l'impôt. Une estimation prudente évalue à 7 600 milliards de dollars la fortune privée dissimulée à l'étranger¹⁶⁵. On estime que les Africains fortunés détiennent à eux-seuls 500 milliards de dollars à l'étranger, infligeant au continent un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars chaque année¹⁶⁶. En 2016, les révélations des Panama Papers ont permis de mettre au jour ce réseau complexe de secret. Si les médias se sont naturellement concentrés sur les grands noms impliqués, ces fuites ont également démontré à quel point il est courant que les riches individus recourent à des paradis fiscaux pour échapper au fisc. Elles ont aussi révélé le réseau complexe d'avocats, de comptables et de banques mis en place pour faciliter de telles pratiques¹⁶⁷.

3 COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ? LES IDÉES REÇUES À LA MANŒUVRE

In fine, ce sont les États qui sont responsables des réglementations et des politiques qui régissent nos économies et façonnent nos sociétés. S'ils le veulent réellement, ils peuvent utiliser leur pouvoir et leurs outils politiques pour influencer considérablement la réduction des inégalités dans un pays et œuvrer dans l'intérêt de ceux qui se trouvent en bas de l'échelle économique et de la société au sens large. Ils peuvent sinon laisser faire, et laisser ainsi se creuser le fossé entre les riches et les pauvres, exacerbant la crise des inégalités.

Depuis quelques décennies, de nombreux États ont clairement failli dans la lutte contre les inégalités. Le manque de politiques publiques appropriées sur les salaires minimum et la protection du droit des travailleurs à négocier collectivement et à faire grève n'a pas permis l'accession du plus grand nombre à un travail décent. Les politiques fiscales et de dépenses ne vont pas assez loin dans la redistribution des riches vers les pauvres.

Les connaissances, les faits et l'expérience sont essentiels pour éclairer l'élaboration de politiques et de réglementations. Mais les affirmations, les croyances et les suppositions peuvent exercer une influence encore plus grande. Les hypothèses sur lesquelles s'appuient les décisions et les actions gouvernementales, ainsi que les conseils et les actes de particuliers et d'entreprises, ont un impact profond et durable sur nos sociétés.

L'« économie au service des 1 % » telle que nous la connaissons aujourd'hui repose sur un ensemble d'idées reçues. Certaines concernent l'économie elle-même, tandis que d'autres portent sur une forme particulière de modèle de politique économique appelé « néolibéralisme ». Cette section s'intéresse à six de ces idées reçues, particulièrement tenaces dans la justification des politiques publiques.

« Pour de nombreuses personnes (surtout à gauche), le néolibéralisme décrit l'ordre mondial moderne, et le fait que personne ne se qualifie de néolibéral prouve bien que personne ne souhaite défendre cet ordre. Plus maintenant, en tout cas. »

Adam Smith Institute¹⁶⁸

Encadré 3 : Que se cache-t-il derrière le mot « néolibéralisme » ?

Les 30 dernières années ont vu la domination d'un ensemble d'idées axées sur l'expansion des marchés et l'individualisme. Celles-ci ont engendré une progression des droits, de la mobilité et des libertés pour les entreprises, associée à un recul de l'action collective, de la régulation publique et de l'intervention des États dans l'économie.

Ces idées formaient la base du « consensus de Washington », expression apparue en 1989 et à l'origine de nombreuses politiques de la Banque mondiale et du FMI dans les pays en développement lors des deux décennies suivantes. Plus récemment, des personnalités comme le Gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney¹⁶⁹ et l'économiste Joseph Stiglitz¹⁷⁰ ont utilisé l'expression « fondamentalisme de marché » pour décrire le même ensemble d'idées.

Ses fondateurs ont appelé collectivement cet ensemble d'idées *néolibéralisme*. Dans une publication de 1951¹⁷¹, Milton Friedman affirmait que « le néolibéralisme offre un véritable espoir d'un avenir meilleur... susceptible de devenir le courant d'opinion dominant ». Mais le terme est rapidement tombé en désuétude parmi ses sympathisants, pour être principalement repris par ses critiques. Depuis peu, le libéralisme est plus largement évoqué, et la publication d'un document important du FMI portant sur le néolibéralisme et ses conséquences sur les inégalités¹⁷² n'y est sans doute pas étrangère.

Il est important que cet ensemble d'idées influentes soit débattu comme un ensemble cohérent et interconnecté d'idées et d'hypothèses. Pour ce faire, nous avons besoin d'un nom largement utilisé et compris de tous, sympathisants comme détracteurs. À la lumière de la publication du FMI et du fait qu'il s'agisse du nom choisi par ses créateurs, Oxfam utilise le terme « néolibéralisme » dans le présent document et encourage les autres à en faire de même. L'Adam Smith Institute a lui aussi ressenti le besoin de réhabiliter l'utilisation de ce terme pour le défendre avec force¹⁷³.

IDIÉE REÇUE N° 1 : LE MARCHÉ A TOUJOURS RAISON ET LE RÔLE DES ÉTATS DOIT ÊTRE LE PLUS FAIBLE POSSIBLE

Les marchés sont toujours le mode d'allocation des ressources le plus efficace. Les marchés se corrigent spontanément, et les États doivent les réguler le moins possible. Les mécanismes de marché doivent s'appliquer à un maximum d'activités humaines.

Cette foi inconditionnelle dans la puissance des marchés, alliée à une perception négative de l'intervention de l'État, est fondamentale dans la pensée néolibérale. Le marché est un moteur incroyablement puissant pour la croissance et la prospérité.

Toutefois, livré à lui-même, le marché n'est pas la meilleure façon d'organiser et de valoriser une bonne partie de notre vie, et les forces du marché ne sont pas garantes de notre avenir commun. Les marchés doivent être rigoureusement encadrés dans l'intérêt des populations et de la planète. La croissance excessive du secteur financier en est une illustration indiscutable. Encouragé par la déréglementation à grande échelle et utilisant sa puissance phénoménale en matière de lobbying et d'influence pour assouplir toujours plus la législation et des domaines comme la fiscalité, le secteur financier s'est développé dans des proportions qui ne reflètent en rien son utilité pour la société¹⁷⁵. Il a provoqué l'effondrement de l'économie mondiale en 2008¹⁷⁶.

Il est évident que les marchés sont extrêmement utiles dans de nombreux domaines de notre vie, mais qu'ils ne sont pas applicables ou utiles de manière universelle. Dans le cas de monopoles naturels, par exemple pour la fourniture d'infrastructures de transport ou de services de grande envergure, il est clair que la propriété publique ou une régulation forte est nécessaire pour corriger les imperfections de la concurrence dans ces secteurs et pour en garantir l'accès à l'ensemble de la population¹⁷⁷. Dans certains domaines, le prix n'est pas un indicateur fidèle de la valeur¹⁷⁸. Des soins de santé décentes et une bonne éducation, par exemple, sont des droits universels, et pas seulement pour ceux qui en ont les moyens. Au Royaume-Uni, le National Health Service est considéré comme l'un des services de santé les plus performants et efficaces au monde¹⁷⁹. S'appuyant sur la coopération plutôt que sur la concurrence, ainsi que sur la planification et la coordination nationales, il garantit que personne n'ait à payer pour voir un médecin au Royaume-Uni. Les États peuvent et doivent être de puissants acteurs économiques. Des recherches ont révélé qu'il suffirait d'utiliser les ressources existantes pour éradiquer dès maintenant les trois-quarts de la pauvreté extrême en ajustant les impôts et en réduisant les budgets militaires et autres dépenses régressives¹⁸⁰.

« Au lieu d'apporter la croissance, certaines politiques néolibérales ont creusé les inégalités au détriment d'une expansion durable. »
FMI¹⁷⁴

IDÉE REÇUE N° 2 : LES ENTREPRISES DOIVENT À TOUT PRIX MAXIMISER LEURS BÉNÉFICES ET LES DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES

La rentabilité doit être la principale mesure de réussite d'une entreprise et le principal indicateur d'efficacité.

La réduction de la charge fiscale, du coût de la main-d'œuvre et autres frais, allée à l'optimisation des revenus, est considérée comme la recette pour améliorer la rentabilité. Il s'agirait du modèle le plus efficace pour créer des emplois, fournir des biens et des services et en partager les fruits avec leurs propriétaires par le biais de dividendes pour les actionnaires. Les investisseurs sont attirés par les entreprises offrant les plus gros retours sur investissement en échange d'une mise financière dans la société. Cela attire à son tour davantage d'investissements dans les sociétés les plus rentables, ce qui renforce leurs perspectives, à condition d'utiliser judicieusement ces investissements.

Suivant ce mode de pensée, les États sont exhortés à mettre en place des politiques qui créent, attirent, facilitent et soutiennent les sociétés basées sur l'actionnariat et l'optimisation des bénéfices. Cette croyance a mené à la privatisation de nombreux services autrefois publics, que ce soient les chemins de fer ou les hôpitaux, et s'est traduite par un soutien généreux aux entreprises de la part de la communauté internationale¹⁸¹. De tels procédés ont entraîné la croissance exponentielle de sociétés ayant ce mode de fonctionnement en matière de capitalisation de marché, et ont conféré un énorme rôle au secteur financier (dérégulé) spéculant sur les stocks pour générer des bénéfices à court terme.

Toutefois, la taille des entreprises d'aujourd'hui et leurs bénéfices devraient mettre la puce à l'oreille. Selon la théorie économique conventionnelle, dans un marché concurrentiel, les bénéfices devraient être « normaux », et les bénéfices « au-delà de la normale » sont le signe d'un pouvoir monopolistique et d'une recherche de rente. Comme évoqué dans la section 2, de tels bénéfices gonflent de manière disproportionnée les revenus de personnes qui sont déjà riches, tout en exerçant une pression sur les travailleurs, les agriculteurs, les consommateurs, les fournisseurs, les communautés et l'environnement. Si cela peut réjouir les investisseurs riches, cela peut aussi avoir des conséquences néfastes pour la société. La recherche de l'optimisation des bénéfices dans le secteur pharmaceutique, par exemple, conduit à fixer le plus haut tarif possible sur les médicaments, alors que ceux-ci pourraient aider de nombreuses personnes pauvres s'ils étaient proposés à un prix plus bas¹⁸³. Le rapport 2016 du Groupe de haut niveau sur l'accès aux médicaments du Secrétaire général des Nations unies souligne « l'incohérence entre les approches axées sur le marché et les besoins en matière de santé publique »¹⁸⁴.

Les pays doivent s'affranchir de la croyance selon laquelle les salaires doivent être maintenus à un niveau bas pour attirer les précieux investissements. Des recherches menées en 2012 pour l'OIT ont révélé les limites de cette théorie : toute progression des niveaux d'exportation ou d'investissement reste insuffisante pour lutter contre le recul de la consommation et de la demande intérieure provoqué par la baisse des salaires¹⁸⁵. Le rapport souligne que cette politique finit par être autodestructrice, au niveau mondial. Un nivellement par le bas des salaires ne fait qu'affaiblir toujours plus la demande mondiale, avec les conséquences que l'on peut imaginer. Ozlem Onaran, l'un des chercheurs ayant participé à l'étude de l'OIT, explique en ces termes : « Notre planète ne fait pas commerce avec Mars¹⁸⁶. »

« Nous devons faire la distinction entre les entreprises qui cherchent à faire un maximum de profits et celles réalisant suffisamment de bénéfices pour les réinvestir dans leur modèle et continuer à fournir des biens et des services importants. La clé d'un capitalisme durable réside dans les profits raisonnables, par opposition à la maximisation des profits. »

Pamela Hartigan, ancienne directrice du Skoll Centre for Social Entrepreneurship à Oxford, aujourd'hui décédée¹⁸²

Mais des modèles de prospérité venant des quatre coins du monde prouvent déjà que des modèles commerciaux viables peuvent exister avec des bénéfiques « normaux » (par opposition à maximum). Ces modèles privilégient une mission sociale par rapport à la maximisation des bénéfiques, ou se composent d'entreprises dont les parties prenantes les plus affectées par l'activité sont aussi les propriétaires. Les entreprises détenues par les employés (comme Mondragon, un conglomérat multinational promouvant la sécurité de l'emploi et des grilles de salaires égalitaires) se sont considérablement développées dans de nombreuses économies, faisant souvent mieux que d'autres entreprises en termes de ventes et de croissance de l'emploi¹⁸⁷. Ces entreprises peuvent aussi renoncer à des bénéfiques supplémentaires en payant à leurs employés et à leurs agriculteurs des salaires et des prix plus équitables, ou supporter des coûts supérieurs pour exploiter les ressources naturelles de manière plus durable.

IDÉE REÇUE N° 3 : LA RICHESSE EXTRÊME DE CERTAINES PERSONNES EST SANS CONSÉQUENCE ET TÉMOIGNE D'UNE RÉUSSITE INDIVIDUELLE ; LES INÉGALITÉS N'ONT AUCUNE IMPORTANCE

L'existence de personnes très riches est le résultat d'une réussite économique et de leurs propres compétences et talents. Les inégalités entre ceux aux sommets de l'échelle et ceux qui sont tout en bas n'ont pas d'importance tant que la croissance économique est au rendez-vous.

Comme décrit dans la section 2 plus haut, loin d'être une force bénigne, l'émergence d'une nouvelle classe de super-riches est à la fois un symptôme révélant un dysfonctionnement de nos économies et un facteur qui exacerbe ce dysfonctionnement.

L'idée selon laquelle les plus riches doivent la majeure partie de leur fortune à leur travail acharné et à leur talent a la peau dure, malgré les preuves du contraire¹⁸⁸. Il en va de même de l'idée selon laquelle les super-riches, d'où que provienne leur fortune, contribuent à la croissance économique, impliquant que nous avons plus d'avantages à leur existence qu'à leur absence. Les faits révèlent une réalité tout autre. Le FMI a démontré que les pays moins inégalitaires connaissent une croissance plus forte et plus durable. Les recherches indiquent en outre que la multiplication des milliardaires ralentit la croissance d'un pays¹⁸⁹. C'est un non-sens économique que de voir tant de richesses concentrées dans si peu de mains ; ce phénomène s'auto-alimente, les plus riches utilisant leur pouvoir pour conforter encore leur position économique, creusant toujours plus les inégalités.

IDÉE REÇUE N° 4 : LA CROISSANCE DU PIB DEVRAIT ÊTRE L'OBJECTIF PRINCIPAL DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES.

La croissance du PIB d'un pays est le meilleur indicateur de sa performance.

La notion de Produit Intérieur Brut a été conçue en 1937 par Simon Kuznets. Intégrant la totalité de la production par les particuliers, les entreprises et les États, le PIB est devenu un outil standard pour mesurer l'économie d'un pays. Il ne fait aucun doute que le PIB a constitué un précieux indicateur de nombreuses évolutions humaines importantes et de la

« ... La mesure du revenu national [tel que défini par le PIB] peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation. »

Simon Kuznets, économiste ayant conçu le « PIB »¹⁹⁰

qualité de vie, mais son utilisation s'est étendue bien au-delà de ce pour quoi il avait été conçu. Il est désormais utilisé de façon « maximaliste » par la plupart des hommes et des femmes politiques, des économistes et des médias comme indicateur de la performance d'une nation (et donc de ses dirigeants)¹⁹¹. En politique internationale, la puissance et l'influence sont invariablement définies selon l'envergure du PIB d'un pays.

Pourtant, cet indicateur n'est pas à la hauteur. En avril 2016, *The Economist* déclarait que le PIB « est un indicateur profondément biaisé de la prospérité, et cela va en empirant »¹⁹⁴. Surtout, comme il s'agit d'une moyenne, le PIB ne tient absolument pas compte des inégalités. En Zambie, où le PIB a progressé en moyenne de 6 % par an entre 1998 et 2010, la majeure partie des avantages de cette croissance a bénéficié à ceux tout en haut de l'échelle sociale. En réalité, sur cette même période, le taux de pauvreté est passé de 43 % à 64 %, avec quatre millions de personnes supplémentaires vivant en dessous du seuil de pauvreté¹⁹⁵.

Le PIB ne tient pas compte du travail non rémunéré des femmes, qui est pourtant une composante essentielle de l'économie de tout pays. Même d'après des estimations conservatrices, le temps consacré par les femmes à du travail de soin non rémunéré peut être estimé à l'équivalent de 10 000 milliards de dollars par an¹⁹⁶. Dans les économies avancées, une croissance économique supérieure peut être associée à la stagnation, voire au déclin de la qualité de vie, les inconvénients associés à la croissance du PIB risquant de peser plus que les avantages¹⁹⁷.

IDÉE REÇUE N° 5 : CE MODÈLE DE CROISSANCE DU CAPITAL AXÉ SUR LE PROFIT N'EST PAS SEXISTE

Les individus sont des « agents économiques » sans identifiants sociaux. Ils n'appartiennent à aucun genre, à aucune classe, à aucune origine, etc., de sorte que ce sont leurs compétences et leurs efforts qui déterminent leur devenir, et non le fait qu'ils soient un homme ou une femme.

Étant donné les progrès réalisés ces dernières décennies, des millions de femmes occupent pour la première fois un emploi formel, ce qui peut être vecteur d'autonomie, en particulier en leur permettant d'acquérir une indépendance financière.¹⁹⁸ Aujourd'hui, des femmes sont à la tête d'entreprises internationales comme Facebook et IBM, mais aussi d'États comme l'Allemagne ou le Myanmar.

Pour autant, nous sommes encore loin de l'égalité des chances. Il subsiste d'énormes barrières à la participation pleine et entière des femmes dans la plupart des pays. Dans de nombreuses économies, l'accès des femmes aux ressources économiques, foncières par exemple, est extrêmement limité¹⁹⁹. Le rapport du Forum économique mondial « The Global Gender Gap Report » publié en 2016 révèle la persistance d'un fossé en termes de participation politique, et souligne que malgré certains progrès, les soins de santé et l'éducation restent moins accessibles aux femmes qu'aux hommes²⁰⁰. La participation des femmes à l'économie est marginale, et elles sont surreprésentées au bas de l'échelle des revenus. ActionAid a calculé que les femmes dans les pays en développement pourraient compter sur 9 000 milliards de dollars supplémentaires si leur salaire et leur accès à l'emploi rémunéré étaient égaux à ceux des hommes²⁰¹. Si de tels obstacles subsistent, les droits des femmes et l'égalité entre les genres ne s'amélioreront pas, même dans un contexte de croissance économique. Des actions spécifiques doivent être entreprises pour rendre la croissance plus inclusive pour tous et pour en redistribuer les gains aux femmes. En ignorant ces obstacles, le modèle économique actuel contribue à perpétuer ces inégalités.

« [Le PIB] mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue¹⁹². »

Robert Kennedy, 1968

« La corrélation entre la croissance du PIB par habitant et les progrès effectués dans la réalisation des OMD non liés aux revenus est quasi nulle... la croissance économique n'est pas un facteur suffisant en soi. »

F. Bourguignon et al.¹⁹³

Les approches économiques néolibérales ne se contentent pas d'ignorer ces obstacles, mais reposent elles-mêmes sur des normes sociales qui dépossèdent les femmes de tout pouvoir. Les pays avec d'importants secteurs d'activité axés sur l'exportation bénéficient d'une grande main-d'œuvre peu qualifiée qui n'a pas voix au chapitre. Bon nombre de ces emplois sont réservés aux femmes, à cause de leur « désavantage comparatif »²⁰³. Ce sont principalement des femmes dans des pays en développement, travaillant pour des salaires de misère et privées de la plupart de leurs droits dans des zones franches ou des zones économiques spéciales, qui fournissent la main-d'œuvre dont le marché a besoin à moindre coût²⁰⁴. Ce n'est pas un hasard si les femmes représentent 95 % des travailleurs de la zone économique spéciale du Cambodge. La Banque asiatique de développement, qui promeut les zones économiques spéciales dans la région, a clairement indiqué la logique de l'embauche de femmes dans un rapport publié en 2015 : « Il est dit que les femmes possèdent les doigts agiles et la patience vis-à-vis des tâches répétitives nécessaires pour les processus exigeant beaucoup de main-d'œuvre qui sont généralement réalisés dans les zones, et qu'elles sont en outre moins susceptibles que les hommes de faire grève ou de perturber la production par d'autres moyens. »²⁰⁵ Les femmes sont aussi confrontées de manière disproportionnée à la menace de violence tout au long de leur vie, y compris au travail. Dans le monde, une femme sur trois est victime de violences sexuelles de la part d'un partenaire intime à un moment ou un autre de sa vie²⁰⁶, et les femmes sont bien plus exposées au risque de trafic d'êtres humains et d'abus sexuels sur le lieu de travail. Plutôt que de les remettre en cause, les économies exploitent ces normes sociales, et les inégalités entre les genres se recourent avec les inégalités économiques. Résultat : les femmes sont représentées de manière disproportionnée au bas de l'échelle économique.

À l'autre extrémité de la pyramide professionnelle, les femmes chefs d'entreprise restent l'exception plutôt que la norme, même dans les pays où les inégalités de genre en matière d'éducation et de santé ont été comblées (voir le Tableau 2)²⁰⁷. D'après les données de World Values Survey, la moitié de la population, femmes et hommes confondus, considèrent que « globalement, les hommes font de meilleurs dirigeants que les femmes », et près de 90 % des hommes au Pakistan, en Égypte et au Yémen en sont persuadés²⁰⁸. Plutôt que de remettre en cause les normes de genre et de créer un environnement favorable à l'égalité, les inégalités grandissantes en matière de rémunération et de pouvoir exacerbent le fossé des salaires entre hommes et femmes au niveau mondial, qui est actuellement de 23 %²⁰⁹, et la distribution mondiale de la richesse, qui voit seulement 11 % de femmes parmi les plus fortunés²¹⁰, creusant encore les inégalités entre les genres dans nos sociétés.

Il apparaît clairement que l'économie elle-même a besoin de changer pour garantir que la croissance bénéficie équitablement aux femmes et aux hommes, remette en cause les normes sociales et valorise la contribution des femmes pour la société. De toute évidence, les normes sociales font peser la responsabilité de la garde d'enfants principalement sur les épaules des femmes, qui assurent en moyenne 2,5 fois plus de travail de soin que les hommes (voir le Tableau 2). L'économie n'accorde aucune reconnaissance à la valeur intrinsèque de cette contribution ; elle est invisible dans les comptes nationaux qui mesurent la production d'un pays. Par conséquent, ce travail est dans la plupart des cas non rémunéré. Chaque jour, les femmes doivent composer avec le difficile équilibre entre travail de soin non rémunéré et le besoin d'être des agents économiques pour gagner leur vie. Des données récentes soulignent une crise grandissante de la garde d'enfants dans les pays en développement, où ce besoin est simplement ignoré²¹².

Les violences sexuelles et liées au genre laissent des séquelles profondes et durables

« Depuis 10 ans, de plus en plus de femmes décrochent des diplômes supérieurs ou des diplômes de premier cycle, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de femmes à des emplois au bas de l'échelle ou à des postes de cadres inférieurs. Mais il n'y a eu absolument aucun progrès au sommet »²⁰².

Sheryl Sandberg,
Directrice des opérations
de Facebook

« ... le fait d'exclure une grande partie du travail des femmes (reproduction, éducation des enfants, travail domestique et production de subsistance) fait paraître les femmes moins productives et plus dépendantes qu'elles ne le sont réellement. »

Marilyn Waring, *If Women Counted*²¹¹

sur la vie des femmes du monde entier²¹³. Ces actes constituent une violation des droits humains, également ignorés par les calculs économiques ordinaires. Il s'agit pourtant d'un problème très répandu dans nos sociétés. Ces faits ne sont même pas pris en compte dans le grand livre du PIB. Si l'on ne cherche pas à changer l'économie elle-même, dans ce qu'elle valorise et la manière dont elle partage la valeur, les normes et la discrimination liées au genre resteront fermement ancrées dans nos sociétés sans même être remises en cause²¹⁴.

IDÉE REÇUE N° 6 : LES RESSOURCES DE NOTRE PLANÈTE POUR L'ÉCONOMIE SONT ILLIMITÉES

La majeure partie des ressources environnementales sont externes à l'économie. Elles ne figurent pas dans les pertes et profits d'une entreprise, ni dans le PIB d'un pays. Cela signifie qu'elles ne coûtent rien.

Une bonne partie de notre croissance économique repose sur l'apport de ressources naturelles ou sur la contribution de systèmes naturels pour transformer les déchets. Nous nous servons de nombreuses ressources planétaires : carburants fossiles, bois, poissons, terre arable, métaux, eau douce, sable et gravier, ainsi que des milliers d'autres matériaux. Toutefois, comme une grande partie des intrants et des extrants environnementaux n'apparaissent pas dans les comptes des entreprises et des États, il est possible de les ignorer totalement, les reléguant au rang de ressources gratuites dans lesquelles on peut puiser sans coût. La priorité encore plus grande accordée à la maximisation des bénéfices et au rendement à court terme exacerbe l'aveuglement de nos économies à propos de l'environnement, toute perspective de long terme ayant été écartée.

Et ce, malgré le fait indéniable que la croissance économique repose principalement sur l'industrie extractive et l'exploitation de l'environnement. Depuis plus de 40 ans, l'activité humaine sollicite davantage la nature que ne le permet la capacité de régénération de la planète. Nous épuisons les ressources naturelles en coupant les arbres et en vidant les océans de leurs poissons à un rythme supérieur à celui de leur renouvellement²¹⁶. La planète a maintenant besoin d'un an et six mois pour reconstituer les réserves de ressources renouvelables consommées chaque année par l'humanité²¹⁷.

L'utilisation des ressources naturelles par les entreprises engendrent des coûts bien supérieurs à ceux que celles-ci supportent, aux dépens des autres. Par exemple, la marchandisation des terres, qui voit des entreprises acheter de vastes surfaces de terre aux fins d'exploitation commerciale, est motivée par la perspective de réaliser d'énormes profits. Dans le même temps, les communautés qui vivaient autrefois de ces terres se retrouvent souvent déplacées et appauvries, en particulier lorsque l'approvisionnement en eau de la région subit de plein fouet les conséquences de l'agriculture industrielle²¹⁸. Les changements d'affectation des sols ont souvent des conséquences sociales plus larges, comme la perte de biodiversité et des impacts climatiques. Les sociétés pétrolières et gazières réalisent des profits faramineux grâce à l'extraction de carburants fossiles, mais c'est le reste de la société et les générations futures qui doivent absorber le coût des impacts climatiques de cette industrie très polluante. Un rapport de Trucost révèle que si les coûts environnementaux étaient inclus dans les comptes des entreprises, les industries aujourd'hui dominantes ne seraient en fait pas rentables²¹⁹.

« Les entreprises ne se soucient des impacts environnementaux que dans la mesure où ils affectent les profits, actuels ou futurs. Ils peuvent prendre des postures semblant altruistes pour redorer leur image dans l'opinion publique, mais l'idée derrière de telles actions est qu'elles augmenteront les profits à l'avenir. »

Lenny Berstein, scientifique ayant passé 30 ans chez Exxon Mobil²¹⁵

Le changement climatique est l'une des démonstrations les plus claires de l'injustice et des inégalités dans le monde. Oxfam estime que les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de la moitié des émissions totales²²⁰. Ce sont pourtant les communautés les plus pauvres qui en paient les conséquences les plus graves. Les femmes, en particulier dans les communautés rurales, sont les plus exposées aux risques, car elles dépendent souvent de l'agriculture et ont peu d'autres opportunités pour gagner leur vie²²¹. Il a même été démontré que les inégalités en elles-mêmes pouvaient augmenter les émissions carbonées. Des données issues de 158 pays révèlent notamment les facteurs possibles suivants : consommation accrue en raison de la concurrence de statut et de l'émulation ; augmentation de l'appétit de croissance pour reléguer les questions de redistribution au second plan ; accroissement du pouvoir relatif des riches pour influencer les politiques à leur avantage ; et intérêts des entreprises privées polluantes²²².

4 BÂTIR L'ALTERNATIVE : UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN

Les effets néfastes des inégalités extrêmes se font sentir tout autour de nous et partout dans le monde aujourd'hui, la crainte de l'avenir prédomine. Cela en rend d'autant plus nécessaire un changement fondamental.

Si le bien-être de tous et la survie de la planète se veulent les principaux objectifs de l'économie plutôt qu'un simple résultat escompté du libre-échange, il est temps de concevoir explicitement nos modèles pour qu'ils œuvrent dans ce sens. Une économie centrée sur l'humain a pour vocation de s'attaquer aux problèmes qui ont contribué à la crise actuelle des inégalités et s'articule en un certain nombre de composantes essentielles. Ce document n'en dresse qu'une brève esquisse et sert de base sur laquelle appuyer ce changement.

« Nous sommes la première génération qui peut mettre fin à la pauvreté. Nous sommes aussi la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement mondial avant qu'il ne soit trop tard²²³. »

Ban Ki-moon, ancien Secrétaire général des Nations unies, 2015

Encadré 4 : L'économie centrée sur l'humain et ses composantes essentielles

Une économie centrée sur l'humain dès lors qu'elle répond à la fois aux besoins des populations et à ceux de la planète, et qu'elle reconnaît qu'à elles seules les forces du marché ne suffisent pas pour y parvenir. Dans une économie centrée sur l'humain, l'État est le garant des droits et des besoins de tous. Il agit telle une force créatrice de progrès, en se chargeant d'administrer les marchés dans l'intérêt de chacun. Pour cela, l'État doit fonctionner de manière démocratique, rendre des comptes et agir au nom de l'ensemble de ses citoyens et non pas dans l'intérêt d'une élite peu nombreuse mais puissante. Une économie centrée sur l'humain est une économie qui accorde la même valeur à chacun et où personne n'est écarté en raison de son genre, de sa couleur ou de sa classe sociale, et qui garantit que des groupes de la société civile et les femmes puissent s'exprimer dans l'espace public.

- Une économie centrée sur l'humain est une économie où les 99 % de la population demandent des comptes à l'État, lequel assume un rôle plus interventionniste pour créer une économie à la fois plus équitable et plus durable.
- Une économie centrée sur l'humain est une économie où les gouvernements coopèrent véritablement pour remédier aux problèmes mondiaux, tels que l'évasion fiscale, le changement climatique et d'autres préjudices environnementaux.
- Une économie centrée sur l'humain est une économie où les entreprises sont pensées de manière à accroître la prospérité de tous et à contribuer à un avenir durable.
- Une économie centrée sur l'humain ne tolère pas les sociétés où il existe des concentrations extrêmes de richesse ou de pauvreté.
- Une économie centrée sur l'humain se met au service aussi bien des femmes que des hommes.
- Une économie centrée sur l'humain fait en sorte d'orienter les progrès technologiques pour qu'ils profitent à tous, au lieu de se traduire par des pertes d'emplois pour les travailleurs ou par l'accroissement de richesses des propriétaires des entreprises concernées.
- Une économie centrée sur l'humain assure un avenir écologiquement durable en se libérant des énergies fossiles et en amorçant une transition rapide et juste vers les énergies renouvelables.

- Une économie centrée sur l'humain mesure les progrès réalisés en fonction de critères qui importent réellement, et pas seulement en termes de PIB. On compte parmi ces critères les tâches non rémunérées de prise en charge d'autrui par les femmes et l'impact de nos économies sur la planète.

Loin d'être radicale ou inédite, cette vision d'une économie centrée sur l'humain prend racine dans des principes et des valeurs qui sont depuis longtemps essentiels pour des populations, des communautés et des mouvements dans le monde entier.²²⁴ Depuis l'économie féministe, qui reconnaît que la justice, la durabilité et la prise en charge d'autrui revêtent une importance capitale²²⁵, en passant par l'économie écologique, qui reconnaît depuis longtemps l'interdépendance entre l'écosystème économique humain et l'écosystème naturel et la nécessité d'apprécier le capital naturel, jusqu'aux travaux révolutionnaires d'Amartya Sen²²⁶, il existe un grand nombre de principes établis et d'exemples concrets de réussite sur lesquels repose le concept d'une économie centrée sur l'humain. Ces principes sont également repris dans la plupart des religions du monde²²⁷, dans ce que les neurosciences nous disent être sources de mise en éveil de nos cerveaux²²⁸, dans ce que la psychologie nous dit être indispensable au bien-être de chacun²²⁹, et dans ce que la plupart des humains, dès lors qu'ils y réfléchissent un instant, disent être les valeurs qui comptent véritablement²³⁰.

LES ÉTATS DOIVENT ŒUVRER POUR LES 99 %

Des États obligés de rendre des comptes, réactifs et efficaces constituent la véritable force égalisatrice de l'histoire humaine. Ils ont le devoir de répondre aux besoins collectifs des citoyens via des actions de grande ampleur, afin d'optimiser la répartition des ressources, aujourd'hui et pour demain. Ils détiennent les capacités de concevoir des économies qui visent à optimiser les avantages du libre-échange pour tous, tout en minimisant l'insécurité et la peur que les marchés peuvent apporter. Ils sont capables de fournir des services, notamment de santé, d'éducation et d'accès à l'eau potable, pour veiller à ce que chacun puisse en jouir en tant que droits et non pas comme privilèges. Seuls les États disposent des moyens d'agir pour surmonter le défi du changement climatique avant qu'il ne soit trop tard.

Pourtant, il arrive trop souvent que les États rechignent à intervenir et se contentent d'être le prolongement d'une élite au pouvoir. Malheureusement, à eux seuls les mécanismes de la démocratie ne suffisent pas pour enrayer cette tendance. Dans le monde entier, on prête bien plus l'oreille à l'argent qu'à la voix des électeurs. Une économie centrée sur l'humain doit donc chercher à redonner à l'État un rôle positif et proactif tout en exigeant dans le même temps la résurgence d'une véritable démocratie et la protection de l'espace public.

Les moyens spécifiques pour y parvenir varieront forcément d'un pays à l'autre, mais en voici quelques exemples :

- Des mécanismes solides de représentation des citoyens et de contrôle de la planification et du processus décisionnel de l'État. Des mécanismes d'élaboration budgétaire participative, de médiation publique et de démocratie participative sont autant d'exemples réussis dans ce domaine. La participation des citoyens devrait être sollicitée dans l'élaboration de nouveaux indicateurs du progrès pour définir les objectifs de l'État et la finalité de l'économie.

- La promotion et la préservation de l'espace civique. Il s'agit là d'une condition essentielle pour parvenir à une plus grande égalité, surtout pour les femmes. Cette dynamique peut être activement encouragée par le financement d'organisations de femmes, de l'espace juridique nécessaire pour s'organiser librement et de la formation au plaidoyer.
- La garantie qu'un large éventail d'individus se portent candidats et soient élus à des mandats publics, et que ce ne soit pas seulement les élites qui édictent les lois et les fassent appliquer.
- Un renouveau de la planification économique et des investissements stratégiques par les États en vue d'aboutir à des résultats. L'investissement public a un rôle clé à jouer dans la recherche et le développement d'innovations technologiques.
- La reconnaissance de l'État, non pas comme simple garant, mais aussi comme prestataire le plus efficace de nombreux services publics, notamment ceux qui relèvent de monopoles naturels ou dont le prix n'en reflète pas la juste valeur.
- Les États devraient augmenter le montant de l'impôt progressif qu'ils peuvent prélever auprès de particuliers fortunés et de riches entreprises pour veiller à ce que ceux-ci paient leur juste part et parvenir ainsi à une société plus égalitaire.
- Les États devraient user de leur influence considérable pour promouvoir de nouveaux modèles commerciaux qui visent le long terme et dont les objectifs ne se bornent pas à optimiser les bénéfices à tout prix.
- Il revient aussi aux États d'investir dans la création d'emplois. Plus précisément, les investissements dans les services publics et dans l'infrastructure sociale pourraient créer davantage d'emplois et conférer un statut à leur juste valeur aux activités de soins non rémunérées généralement assumées par les femmes, ce qui aurait des avantages pour tous. L'emploi informel devrait être reconnu, protégé et amélioré, de sorte que les travailleurs de l'économie informelle se voient accorder des droits et soient protégés.
- Des médias indépendants, dégagés de toute influence des pouvoirs publics ainsi que des élites riches.
- Des registres obligatoires sur les lobbys publics et des règles plus strictes concernant les conflits d'intérêts, les limites sur le financement des campagnes et une transparence totale des intérêts portant sur les interactions entre argent et politique.
- Des commissions nationales publiques sur les inégalités en vue d'évaluer tous les ans les choix des politiques publiques (réglementation, fiscalité et dépenses publiques, et privatisation) et leur impact sur l'amélioration des revenus, de la richesse et des libertés de chacun et la réduction des inégalités.
- La désignation d'un « commissaire aux générations futures » pourrait contribuer à l'élaboration de politiques durables.

Encadré 5 : Les « Shining Mothers » de l'économie informelle au Kenya

Jane Muthoni, 50 ans, tient une échoppe en bordure de route dans l'un des bidonvilles de Nairobi. Elle ne peut pas se permettre le coût d'un permis d'exploitation qui l'autoriserait à vendre ses produits officiellement aux supermarchés. Dans un quartier dépourvu de routes carrossables et alimenté en eau courante seulement trois jours par semaine, une taxe locale de 50 shillings kenyans par jour lui était néanmoins imposée, à elle et à ses collègues commerçants. Ces coûts nuisaient beaucoup à leurs commerces dont la valeur des stocks ne dépasse guère 100 ou 200 shillings. Parallèlement à cela, le gouvernement kenyan octroie des incitations fiscales aux grandes entreprises implantées dans les zones économiques spéciales nouvellement créées. Tous les ans, le Kenya se prive de 1,1 milliard de dollars de recettes par des exonérations fiscales accordées aux grandes entreprises.

Jane fait partie d'un groupe baptisé « Shining Mothers » (les mères lumineuses), qui reçoit le soutien d'Oxfam sous forme de formation en affaires et en organisation communautaire. Lors d'une récente réunion avec le conseil municipal, Jane et les Shining Mothers ont soulevé la question de la collecte de la taxe locale et il a été décidé que dorénavant, celle-ci ne serait perçue que deux fois par semaine. Fortes de cette avancée, les Shining Mothers se sont opposées à ces frais excessifs et ont pu continuer d'économiser en vue de se procurer un permis d'exploitation.

LES ÉTATS DOIVENT COOPÉRER AU LIEU DE RIVALISER

Une prise de conscience mondiale de la nécessité de résoudre collectivement des enjeux d'envergure mondiale mérite d'être saluée. Ainsi, la prolifération de sommets et d'engagements à l'échelle planétaire, surtout sur les questions de la pauvreté²³¹, du changement climatique²³² et des migrations internationales²³³ créent la tribune nécessaire pour une prise de décisions collective sur le plan mondial. On reconnaît qu'il existe entre les pays des inégalités importantes qui n'ont toujours pas été résolues et qui signifient que des responsabilités différentes leur incombent pour relever les défis mondiaux. En revanche, il faut absolument que tous les pays soient sur un pied d'égalité pour prendre les décisions cruciales nécessaires en vue de surmonter ces difficultés qu'ils ont en commun.

Une économie centrée sur l'humain doit combattre le renforcement des principes néolibéraux qui, sous le prétexte de la mondialisation, dressent les pays les uns contre les autres, nivellent par le bas des impôts et des salaires, exploitent les populations et les ressources au sein de chaînes d'approvisionnement mondiales, et où les multinationales n'ont de comptes à rendre à personne. Au lieu de cela, une économie centrée sur l'humain doit s'ouvrir aux possibilités offertes par la coopération mondiale plutôt que par la concurrence.

Collaboration en matière d'emploi et de salaires

Une économie centrée sur l'humain part du principe que tout travail humain quel qu'il soit mérite un salaire décent, et que les droits des travailleurs doivent être protégés. Elle adhère à l'idée d'une collaboration mondiale pour protéger les salaires, promouvoir un travail décent et au final consolider la demande mondiale. Cette idée fait son chemin parmi des entreprises qui reconnaissent qu'il existe une alternative aux effets abusifs et déshumanisants de la course à des coûts salariaux toujours plus bas.

Les politiques nationales visant à assurer un salaire décent, la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe ou l'origine, des normes de travail décentes et la protection des droits des travailleurs devraient s'accompagner d'un engagement mondial accru à la coopération par-delà les frontières nationales. Cela pourrait se faire par le biais d'accords intergouvernementaux au niveau régional, tels que l'idée d'un salaire minimum de l'ASEAN (l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), ou en obligeant les multinationales à investir davantage dans leurs chaînes d'approvisionnement et assurer ainsi un travail décent par-delà les frontières nationales.

Encadré 6 : Le salaire minimum de l'ASEAN

Au cours des vingt dernières années, les 10 % les plus riches de la population en Chine, en Indonésie, au Laos, en Inde, au Bangladesh et au Sri Lanka ont vu leur part de revenus augmenter de plus de 15 %, tandis que les 10 % les plus pauvres ont vu la leur reculer de plus de 15 %. Doublement victimes de discrimination et d'emploi dans des secteurs mal rémunérés, les salaires des femmes à travers l'Asie représentent entre 70 % et 90 % ceux des hommes. Beaucoup de femmes ont du mal à survivre du fait que le salaire minimum national dans de nombreux pays asiatiques (lorsqu'il existe) correspond en moyenne au quart du montant nécessaire pour assurer un niveau de vie décent. Lors du Forum économique mondial de l'ASEAN de juin 2016, avec le soutien du Cambodge et du Vietnam, l'Indonésie a défendu l'idée d'un salaire minimum applicable dans l'ensemble de l'ASEAN en vue d'enrayer la course vers le bas qui s'opère dans la région.

Collaboration en matière fiscale

Même si les États peuvent faire (et font) beaucoup unilatéralement pour améliorer la progressivité de leurs systèmes fiscaux, leur marge de manœuvre est limitée. Une économie centrée sur l'humain sur le plan mondial doit exiger que les pays jouent le jeu d'une plus grande coopération en matière de fiscalité. Les premiers efforts véritablement mondiaux doivent bien naturellement porter sur la lutte contre l'évasion fiscale et le recours aux paradis fiscaux. Il s'agit aussi de mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés, qui compromet la capacité des États à se mettre au service de leurs citoyens. Un accord mondial devrait chercher à mettre un terme à la concurrence fiscale, aux mesures d'incitation et aux accords de complaisance entre les entreprises et les administrations fiscales. Des conditions de concurrence équitables en matière de fiscalité des entreprises nécessitent des mesures de transparence, et parmi elles un reporting pays-par-pays entièrement public, la transparence sur l'identité des bénéficiaires effectifs et la transparence de la part des États quant aux incitations fiscales qu'ils accordent et en particulier quant aux décisions rendues en matière d'impôts. Jusqu'ici, les efforts de collaboration dans le processus BEPS (érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices) de l'OCDE ont été parcellaires et insuffisants. Il est nécessaire de lancer un nouveau processus d'accord mondial ambitieux, sollicitant la participation des pays en développement sur un pied d'égalité avec les pays riches.

LA PROSPÉRITÉ, MAIS SUR DES BASES NOUVELLES

Une économie centrée sur l'humain possède en son sein un secteur commercial dynamique et prospère, où la structure des entreprises a vocation à profiter à la société dans son ensemble, et pas seulement à de riches actionnaires. C'est déjà une réalité dans les nombreux exemples à travers le monde de modèles commerciaux viables qui produisent des bénéfices adéquats, sans pour autant être optimisés à tout prix (voir encadré 7). Des études universitaires sur l'actionnariat salarié, par exemple, montrent que ces mêmes entreprises produisent également une plus forte croissance de l'emploi²³⁵ et une plus forte hausse des salaires pour leurs employés²³⁶. Les alternatives au capitalisme actionnarial ne sont pas seulement viables, elles montent aussi en puissance et sont des réussites.

« Je suis profondément convaincu que notre avenir dépend de notre capacité à explorer et à inventer de nouveaux modèles d'affaires et de nouveaux types de sociétés commerciales²³⁴. »

Franck Riboud,
président du Groupe Danone et cofondateur de l'entreprise sociale Grameen-Danone Foods

Encadré 7 : Faire affaire différemment

Le monde ne manque pas d'exemples d'organisations qui concilient activités économique et objectifs sociaux et environnementaux. Dans ces cas-là, au lieu d'être une fin en soi, le commerce est le véhicule employé et la création de plus-value le mécanisme utilisé pour atteindre des objectifs de plus large envergure. Voici une poignée d'exemples qui montrent comment il est possible de s'appuyer sur les pratiques du secteur privé pour créer une économie centrée sur l'humain.

Mondragon est une coopérative multinationale espagnole qui opère dans les secteurs de l'industrie, de la finance, de la grande distribution et, par le biais de son université, de la recherche et du développement et de la création du savoir. Elle appartient à ses employés, réalise un chiffre d'affaires de près de 13 milliards d'euros et emploie 74 000 personnes. La prise de décisions est démocratique et sa gouvernance est assurée par une assemblée générale de membres élus. Célèbre pour sa promotion de la sécurité de l'emploi (souvent par le partage de poste et le redéploiement), elle adopte une échelle salariale égalitaire, le salaire le plus élevé ne pouvant excéder neuf fois le salaire le plus bas²³⁷.

COOPECAN est une coopérative d'alpaga située dans les Andes supérieures du Pérou²³⁸. Elle a été créée en 2008 dans le but de promouvoir le bien-être et le développement des producteurs de laine, et notamment de leur transmettre les compétences nécessaires pour faire face aux changements climatiques (techniques de reproduction et d'irrigation, par exemple). Elle compte aujourd'hui plus de 7000 membres qui, avec leurs familles, tirent parti de la puissance de négociation collective que cette coopérative leur apporte. COOPECAN leur permet aussi d'obtenir des prix plus justes de la part des grandes sociétés qui ont autrement tendance à pousser les prix à la baisse. La coopérative gère également ses propres activités de traitement de la laine, ce qui lui évite ainsi de devoir passer par un intermédiaire et de lui verser une commission (qui réduirait d'autant le paiement final versé au producteur).

Eileen Fisher est une grande marque de vêtements des États-Unis, de création et de fabrication de vêtements de haute qualité pour femmes. Fondée en 1984, elle emploie aujourd'hui environ 1200 personnes directement et 10 000 autres dans sa chaîne d'approvisionnement. Elle s'attache à utiliser du coton 100 % biologique et passe au crible ses fournisseurs de rayonne afin d'éliminer tous matériaux contribuant à la destruction des forêts tropicales. Elle porte le double label de société ESOP (qui appartient aux salariés) et de société agréée « B Corporation » (entreprise d'intérêt pour la société). Elle essaie de résister à la tentation de la croissance pour la croissance. Elle a ainsi réduit sa gamme et décidé de ne pas se

contraindre à ouvrir deux ou trois nouvelles boutiques par an. Au lieu de cela, elle a ouvert un centre conçu pour recycler et reprendre d'anciens vêtements Eileen Fisher. Elle tente de pratiquer une « bonne croissance » et de se développer sans nuire à l'environnement, à ses propres employés ni aux communautés de sa chaîne d'approvisionnement.

L'État a un rôle essentiel à jouer pour promouvoir la vision d'une économie où il existe une majorité d'entreprises de la sorte, qui ne doivent être pas réservées à l'économie sociale mais devenir la norme. Certains pays commencent à afficher leur adhésion à de tels modèles. La Corée du Sud²³⁹, Singapour²⁴⁰, le Vietnam²⁴¹, la Thaïlande²⁴² et le Royaume-Uni²⁴³ ont chacun des lois qui privilégient les entreprises sociales dans des domaines tels que les marchés publics, l'attribution de licences et même la fiscalité. Dans certains cas, l'actionnariat salarié bénéficie d'un traitement fiscal favorable²⁴⁴.

Parallèlement à cela, le Libéria a instauré une zone économique spéciale pour les entreprises sociales²⁴⁵, et les Philippines étudient un projet de loi de vaste portée qui donnerait un soutien important aux entreprises sociales axées sur les intérêts des personnes vivant dans la pauvreté²⁴⁶. Ces modèles économiques n'ont rien de nouveau. Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont membres de coopératives, qui génèrent plus de 250 millions d'emplois et ont évolué pour devenir de nouveaux modèles commerciaux innovants depuis leur création il y a près de 200 ans. Au Kenya aujourd'hui, les coopératives assurent les moyens de subsistance de 50 % de la population, tandis qu'au Canada, 40 % de la population sont membres d'une coopérative²⁴⁷. Quant au Royaume-Uni, on compte près d'un million de personnes employées par des entreprises sociales²⁴⁸.

Ces modèles se développent actuellement malgré un système économique où il leur est plus difficile de lever des fonds et qui ne reconnaît pas la valeur qu'ils apportent à la société. Les entreprises qui promettent à de riches investisseurs de réaliser toujours plus de bénéfices obtiennent davantage de financement et à moindre coût, tandis que les coopératives, les entreprises sociales et les entreprises appartenant aux salariés n'ont souvent pas d'autres moyens que de s'endetter ou, si elles ont de la chance, d'obtenir un financement philanthropique. Une économie centrée sur l'humain ferait pencher la balance en faveur de ces modèles commerciaux, plutôt que de se livrer à une poursuite sans relâche du profit.

ÉRADIQUER LA CONCENTRATION EXTRÊME DE RICHESSE POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ

L'extrême richesse et les inégalités extrêmes n'existent pas dans une économie centrée sur l'humain. Pour cela, il faudrait commencer par créer des entreprises et une économie où il n'est pas possible d'amasser des fortunes excessives : par exemple, en limitant les salaires des dirigeants et en encourageant des modèles d'entreprise qui n'accordent pas de récompense indue aux actionnaires. Deuxièmement, il ne sera possible d'éliminer les richesses excessives que si des mesures sont prises pour mettre fin à l'influence indue que les élites exercent sur la politique et l'économie.

À part ces mesures, le principal outil pour éliminer les richesses excessives porte sur la fiscalité. La quasi-totalité des pays devraient augmenter le taux de la tranche la plus haute de l'impôt sur le revenu. D'après le FMI, une fourchette efficace est comprise entre 50 % et 70 % selon les pays²⁴⁹, et Anthony Atkinson a émis la suggestion d'un taux de 60 % pour le Royaume-Uni²⁵⁰. Les pays en développement devraient chercher à généraliser le plus vite possible les impôts sur la fortune (biens fonciers, plus-values,

immobilier et héritages) face à la nature indubitablement progressive de ces sources de recettes. Le FMI a montré que c'est chose possible dans de nombreux pays, et en effet plusieurs pays en développement montrent la voie dans ce domaine²⁵¹.

Plusieurs autres politiques fiscales, si elles étaient mises en œuvre, pourraient être un moyen efficace de limiter les richesses :

- Une taxe modique sur les transactions financières : la taxe sur les transactions financières, a été décrite par le FMI comme étant hautement progressive²⁵² en ce sens qu'elle serait payée par les plus fortunés de la société. Elle permettrait également de freiner les excès du secteur financier, qui a été un acteur clé dans l'exacerbation de la crise des inégalités. Dix pays européens ont convenu d'appliquer une taxe de la sorte. On estime qu'une minuscule taxe d'environ 0,05 % sur les transactions d'actions, d'obligations, de devises et de dérivés par exemple, pourrait augmenter les recettes annuelles de 350 milliards de dollars en tenant compte seulement des transactions effectuées aux États-Unis²⁵³.
- Une taxe mondiale sur la fortune a été proposée par l'économiste français Thomas Piketty. Dans le même sens, en utilisant les données de Forbes de février 2014, Oxfam a calculé qu'un impôt de 1,5 % sur les fortunes supérieures à un milliard de dollars produirait 70 milliards de dollars de recettes annuelles si tous les milliardaires la payaient²⁵⁴. Ces revenus suffiraient pour assurer la scolarisation de tous les enfants et la mise à disposition des infirmières, des médicaments et d'autres services de santé nécessaires pour sauver la vie de six millions d'enfants. Étant donné que les milliardaires touchent généralement des rendements de l'ordre de 5 % à 10 % sur leur fortune, il s'agit là en plus d'un impôt qui est très abordable²⁵⁵. Plusieurs milliardaires ont accepté de rejoindre Bill Gates et de faire don d'une partie de leur fortune. Quoique bienvenue, cette démarche ne remplace en rien une fiscalité équitable et adéquate, comme Bill Gates lui-même n'a pas manqué de le faire remarquer²⁵⁶.
- Pour les actifs détenus dans des sociétés fictives, des trusts et des fondations, dont les propriétaires bénéficiaires ne sont pas identifiés publiquement et qu'il n'est donc pas possible d'assujettir à l'impôt sur la fortune, l'idée d'une taxe sur la fortune anonyme (« Anonymous Wealth Tax », AWT) a été mise en avant par James Henry²⁵⁷. Il suffirait pour cela que le petit nombre de pays riches qui sont les principales destinations finales des fortunes anonymes se mettent d'accord entre eux. Henry estime que si elle n'était appliquée ne serait-ce qu'aux 50 premiers établissements bancaires privés, gestionnaires de fortune, hedge funds et cabinets d'assurance, une taxe AWT de 0,5 % permettrait de lever entre 50 et 60 milliards de dollars par an, à 10 % tout au plus des revenus annuels touchés par ces actifs offshore. Cette taxe permettrait non seulement d'augmenter les recettes fiscales si le taux de la taxe AWT était fixé plus haut que le taux standard de l'impôt sur la fortune, mais en plus elle aurait pour effet d'alourdir le coût du secret financier et servirait d'incitation aux propriétaires bénéficiaires de déclarer leur identité.

UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN AU SERVICE DES FEMMES ET DES HOMMES SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

L'égalité des sexes est un aspect fondamental de l'économie centrée sur l'humain, en veillant à ce que les deux moitiés de l'humanité bénéficient de l'égalité des chances dans la vie. Elle doit faire tomber les barrières au progrès de la condition féminine, notamment par l'accès à l'éducation et aux soins. Les normes sociales doivent cesser de dicter le

« Il est parfaitement impossible de faire sortir le monde [de la pauvreté] tant que la moitié [de la population] est maintenue à un niveau aussi bas²⁵⁸. »

Charlotte Perkins Gillman, socialiste et suffragette

rôle de la femme dans la société en veillant plus particulièrement à reconnaître, réduire et redistribuer les activités de soins non rémunérées, et à éliminer toute menace sous-jacente de violence.

Une action collective des femmes s'impose : pour cela les défenseurs des droits des femmes dans des organisations communautaires et de la société civile, des think tanks et des départements universitaires doivent nouer des alliances stratégiques avec les partis politiques, les administrations publiques et les instances régionales et mondiales²⁵⁹.

Encadré 8 : Mobilisation des agricultrices en vue de l'obtention de droits fonciers dans l'Uttar Pradesh²⁶⁰

Sur les 400 millions de femmes qui vivent en milieu rural en Inde, 40 % d'entre elles se livrent à des activités agricoles et connexes. Cependant, n'ayant pas le statut d'agriculteurs et n'étant pas propriétaires des terres, les femmes n'ont qu'un accès limité aux programmes gouvernementaux et au crédit, ce qui restreint leur productivité agricole. Une étude d'Oxfam réalisée en 2006 avec GEAG, le groupe d'action environnementale de Gorakhpur, a constaté que seulement 6 % des femmes étaient propriétaires foncières, 2 % d'entre elles avaient accès au crédit et seulement 1 % à une formation agricole.

La campagne AAROH, qui lutte en faveur des agricultrices, a été fondée en 2006 pour remédier à cette situation. La campagne AAROH reçoit le soutien d'Oxfam Inde et est dirigée par GEAG en coordination avec quatre autres organisations régionales à but non lucratif. Dans ses premières années, la campagne a porté sur la reconnaissance sociale de ces agricultrices. Après avoir créé l'espace juridique nécessaire pour leur accorder le statut d'agricultrices, la campagne a embrayé en 2011 pour plaider en faveur de titres fonciers conjoints. Depuis son lancement, la campagne a obtenu la participation de plus de 9000 agricultrices, dont le terme (« *mahila kisan* ») est dorénavant d'usage courant. Elle a mobilisé 6800 hommes pour qu'ils partagent leurs terres avec leur épouse et elle a interpellé les pouvoirs publics tant au niveau local que de l'État. En mars 2015, le gouvernement de l'Uttar Pradesh a instauré la suppression du droit de timbre lors du transfert de terres à un conjoint ou à un proche parent.

LA TECHNOLOGIE POUR TOUS

Une économie centrée sur l'humain accueille favorablement les innovations technologiques, ne serait-ce que pour les améliorations incalculables qu'elles apportent dans la vie des femmes en allégeant leur fardeau. Néanmoins, à mesure que de nouvelles technologies sont développées, il devient de plus en plus important de savoir qui les contrôle, qui en profite et quelles sont celles les plus utiles à la société et sur lesquelles il convient de se concentrer. Nous devons nous assurer que les technologies rendent le monde plus égalitaire et non pas l'inverse. En réponse à la demande du marché, les nouveaux médicaments satisfont les besoins de ceux qui ont de l'argent, faisant passer les problèmes du monde riche devant les maladies qui frappent les pays en développement. En 2014, l'entreprise pharmaceutique britannico-suédoise AstraZeneca s'est retirée de tous les projets de recherche et développement en phase préliminaire pour le paludisme, la tuberculose et les maladies tropicales négligées pour axer ses efforts sur les médicaments pour le cancer, le diabète et l'hypertension : autant de maladies qui affectent les pays riches, et dont on peut attendre que le nombre important de patients paieront les prix élevés des nouveaux médicaments²⁶¹.

Parallèlement à cela, des droits de propriété intellectuelle généreux permettent à ceux qui mettent au point des technologies d'accumuler des fortunes considérables parfois tout à fait disproportionnées par rapport aux investissements qu'ils ont faits.

Face à cela, les États ne sont pas de simples spectateurs. Ils jouent un rôle utile dans le développement des technologies qui profitent aux populations et à la planète. De l'argent public a financé des technologies importantes qui auraient autrement été négligées par les financements privés qui fuient les risques, comme les phases précoces de l'énergie éolienne et solaire²⁶³. En effet, ce sont les investissements des États qui ont été le pilier des innovations les plus réussies de ces dernières décennies²⁶⁴. Comme le souligne l'économiste Mariana Mazzucato, « toutes les technologies majeures qui rendent l'iPhone si 'intelligent', par exemple, sont financées par des organismes du secteur public : le GPS, Internet, les écrans tactiles [...] doivent tous leur financement à l'État²⁶⁵ ».

Par conséquent, dans une économie centrée sur l'humain, l'État doit assumer un rôle bien plus actif pour veiller à ce que les technologies qu'il aide à développer répondent aux besoins de tous et que leurs développeurs ne soient pas les seuls à profiter financièrement de leurs droits de propriété intellectuelle. C'est à lui de s'assurer qu'elles sont gérées dans les intérêts de la société, y compris de ceux dont la vie pourrait être transformée en y ayant accès.

C'est à l'État aussi qu'il revient d'intervenir pour influencer l'orientation des changements technologiques dans le monde du travail. Anthony Atkinson fait valoir que les impacts des changements technologiques sur les inégalités devraient être une « préoccupation explicite des décideurs politiques ». Il leur incombe de soupeser les avantages d'une hausse de la productivité ou de l'élimination de tâches dangereuses par rapport aux répercussions qui en découlent à plus long terme en termes de distribution et à la nécessité de préserver les rôles où l'intervention humaine constitue un élément central²⁶⁶.

PLACE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES DURABLES

La garantie d'un environnement durable s'inscrit au cœur d'une économie centrée sur l'humain. Les décideurs politiques et les entreprises doivent pleinement tenir compte de l'impact environnemental en investissant dans des activités et des technologies progressives à faible impact. C'est particulièrement vrai dans le secteur énergétique.

Les combustibles fossiles ont été le moteur de la croissance économique depuis la révolution industrielle, mais ils sont incompatibles avec une économie centrée sur l'humain qui bénéficie à la majorité. La pollution atmosphérique locale causée par la combustion du charbon provoque environ 670 000 décès prématurés par an en Chine et 100 000 en Inde pour ne citer qu'eux²⁶⁷, les communautés les plus pauvres ou les plus marginalisées étant souvent les plus exposées. Toutefois, les destructions causées par l'emballement du climat ont un effet encore plus dévastateur pour tous ceux qui n'appartiennent pas au segment des 1 % les plus riches de la planète et ne sont pas en mesure de se protéger des phénomènes météorologiques les plus extrêmes et de la montée des eaux.

Une économie centrée sur l'humain doit se libérer des énergies fossiles et se lancer dans une transition rapide et juste vers des énergies renouvelables durables. Pour maintenir la hausse des températures bien en-deçà de 2 °C, nous devons veiller à l'élimination progressive des énergies fossiles d'ici 2045-2055²⁶⁸. Il s'agit là d'un impératif à la fois abordable et essentiel pour notre avenir commun.

*« Si l'on n'y prend
gare, ces nouvelles
technologies vont
engendrer des
inégalités, en créant
une poignée de
gagnants et une
foule de perdants.
[...] Il va falloir
présenter des [...]
idées créatives pour
reposer ces
technologies sur
des normes
ouvertes et les
appliquer de
manières qui
répondent aux
besoins des
populations dans
les pays en
développement. »*

Ben Ramalingan, auteur
de "Ten Frontier
Technologies for
International
Development"²⁶²

ÉVALUER ET MESURER CE QUI COMPTE VRAIMENT

Il est essentiel que l'économie centrée sur l'humain remette le PIB à sa place comme indicateur économique à la fois simple et imparfait. D'autres mesures doivent venir l'étayer, qui sont plus utiles pour évaluer la qualité de vie, le bien-être et les opportunités offertes aux populations pour satisfaire adéquatement leurs besoins humains fondamentaux.²⁷⁰ Les décisions politiques mondiales devraient s'intéresser à d'autres mesures plus inclusives, comme l'indicateur de progrès véritable²⁷¹ ou l'indice du « Vivre mieux » de l'OCDE²⁷² et l'indice du progrès social²⁷³. Les objectifs de développement durable fournissent un tableau de bord des mesures pertinentes et offrent une chance de parvenir à un accord mondial sur la priorisation des retombées humaines plus fondamentales qui ne se bornent pas à la croissance du PIB.

Quelle que soit la mesure employée, dans une économie centrée sur l'humain, la répartition du revenu national vient remplacer l'accent mis sur de simples moyennes, y compris au niveau des ménages. Notre façon de mesurer le progrès de nos sociétés devrait automatiquement tenir compte des inégalités et de la nécessité de réduire l'écart entre les riches et les pauvres.

Dans une économie centrée sur l'humain, tout le travail des femmes est comptabilisé correctement. La première étape consiste à mesurer dans le PIB les activités de soins non rémunérées : il est grand temps de changer la perception de ce qui constitue un travail de valeur et « réel ». Une économie centrée sur l'humain s'attache à reconnaître, à réduire et à redistribuer les responsabilités de prise en charge, à renforcer le soutien de la part des services publics et à manifester une plus grande volonté sociétale d'investir dans des emplois de bonne qualité et bien rémunérés dans les services publics.

Les ressources naturelles méritent d'être aux premiers rangs des préoccupations et d'inciter les États et le secteur privé, ainsi que la société civile, à innover et à collaborer en vue de réduire les déchets, de préserver les ressources, tout en créant des emplois par la même occasion. Une économie centrée sur l'humain reconnaît la valeur inhérente de la nature, bien au-delà de sa simple utilité économique, tout en mettant l'accent sur les droits des générations futures à pouvoir en jouir et en profiter.

Oxfam appelle à une alliance des « économies du bien-être » : des pays et régions, soutenus par des entreprises progressives et des groupes sociaux, prônant un modèle de développement axé sur le bien-être humain et écologique plutôt sur un rendement économique aux critères étriqués. Ce changement d'orientation donnerait lieu à une réforme des priorités décisionnelles mondiales, en donnant la prééminence aux nations qui orienteraient leurs efforts vers une vision plus large du progrès. Par exemple, l'indice du progrès social du Costa Rica est le même que celui de la Corée du Sud, alors que son PIB par habitant n'en atteint pas la moitié²⁷⁴.

*« Il est simpliste d'être obnubilés par la hausse du PIB. Nous rejetons les approches basées sur de soi-disant effets d'entraînement, qui supposent qu'une croissance indifférenciée crée les conditions nécessaires pour profiter à tous, même aux pauvres. Il nous faut trouver un modèle de croissance économique **inclusif**, qui élimine la misère au lieu de maintenir l'hégémonie des plus riches. »*

Jim Yong Kim, Président, Banque mondiale²⁶⁹

Encadré 9 : Un indice d'humanité pour l'Écosse

L'objectif de l'indice d'humanité d'Oxfam pour l'Écosse était d'évaluer la prospérité de l'Écosse par une mesure plus globale et plus représentative du progrès, au-delà de la croissance économique et de la hausse de la consommation. Il s'agit là de l'une des premières tentatives d'établir une mesure multidimensionnelle de la prospérité pour l'Écosse²⁷⁵. Cet indice avait pour principal objet d'écouter l'avis des Écossais, surtout de ceux issus de groupes que l'on entend peu, comme les femmes réfugiées, les jeunes qui vivent dans la pauvreté en milieu rural, les personnes avec des troubles d'apprentissage, les jeunes mères, les personnes vivant dans des zones défavorisées et celles atteintes de maladies transmises par voie sanguine. Il a été demandé aux Écossais de citer les aspects de la vie qui comptaient le plus pour eux.

Le premier indice d'humanité d'Oxfam a été présenté sous forme d'un ensemble de 18 éléments cités par les personnes interrogées comme comptant en priorité et pondérés en conséquence. Il a été ventilé par collectivité locale pour donner les résultats en fonction des différentes régions d'Écosse et il fait la distinction entre hommes et femmes²⁷⁶.

L'indice a été lancé en 2012, et à la suite d'une campagne de mobilisation (par Oxfam et d'autres), les décideurs politiques du Parlement écossais se sont engagés à chercher à améliorer le cadre de performance national de l'Écosse. Oxfam Scotland est un membre clé de la table ronde sur le cadre de performance national présidée par le ministre des finances.

Notre combat doit porter sur ce type de vision positive qui envisage des solutions alternatives pour l'avenir. Que tout cet argent se trouve entre si peu de mains est nuisible à notre société et à notre avenir, c'est une évidence. Il est impératif qu'il soit partagé plus équitablement. Oxfam est convaincu que l'humanité peut mieux faire. La lutte contre la pauvreté et l'urgence de parvenir à un monde plus sûr et plus stable exigent que nous nous attelions à la tâche. Ensemble, nous devons et nous pouvons bâtir une économie centrée sur l'humain avant qu'il ne soit trop tard.

NOTES

- 1 Forum économique mondial (2012), « Global Risk Report 2012 ». http://reports.weforum.org/global-risks-2012/?doing_wp_cron=1478086016.0533339977264404296875
- 2 Banque mondiale (2015), « A Measured Approach to Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Concepts, Data, and the Twin Goals ». Rapports de recherche sur les politiques. Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-0361-1. <http://www.worldbank.org/en/research/publication/a-measured-approach-to-ending-poverty-and-boosting-shared-prosperity>
- 3 Credit Suisse (2016), « Global Wealth Databook 2016 ». <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5>
- 4 Calculs d'Oxfam basés sur la fortune des plus riches d'après la liste des milliardaires établie par le magazine Forbes, et richesses de la moitié la plus pauvre de la population basées sur le rapport « Global Wealth Databook 2016 » du Credit Suisse.
- 5 UBS/PWC (2016), « Billionaires Insights: Are billionaires feeling the pressure? » <http://uhnw-greatwealth.ubs.com/media/8616/billionaires-report-2016.pdf>
- 6 D. Hardoon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % ». Oxford : Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-fr.pdf
- 7 Calculs par Ergon Associates d'après les données sur les rémunérations des PDG du High Pay Centre et d'après le salaire minimum d'un ouvrier bangladais auquel sont ajoutés les avantages types proposés aux salariés.
- 8 P. Cohen (6 décembre 2016), « A Bigger Economic Pie, but a Smaller Slice for Half of the U.S ». New York Times. <http://www.nytimes.com/2016/12/06/business/economy/a-bigger-economic-pie-but-a-smaller-slice-for-half-of-the-us.html?smid=tw-nytimesbusiness&smtp=cur>
- 9 Nguyen Tran Lam (2017), « Even It Up: How to tackle inequality in Vietnam », Oxford : Oxfam. <http://oxf.am/ZLuU>
- 10 E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes ». Oxford : Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf
- 11 Le Programme alimentaire mondial estime que 795 millions de personnes dans le monde ne reçoivent pas la nourriture dont elles ont besoin pour mener une vie active et saine. Cela représente environ une personne sur neuf dans le monde. <https://www.wfp.org/hunger/stats>
- 12 D. Hardoon et J. Slater (2015), « Inequality and the end to extreme poverty ». Oxford : Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/inequality-and-the-end-of-extreme-poverty-577506>
- 13 C. Hoy et A. Sumner (2016), « Gasoline, Guns, and Giveaways: Is There New Capacity for Redistribution to End Three Quarters of Global Poverty? » Center for Global Development, document de travail n° 433. <http://www.cgdev.org/sites/default/files/gasoline-guns-and-giveaways-end-three-quarters-global-poverty-0.pdf>
- 14 Banque mondiale (2016), « Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality ». Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-0958-3. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 15 D. Hardoon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % », op. cit.
- 16 Global Justice Now, Corporations vs governments revenues: 2015 data. http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/corporations_vs_governments_final.pdf
- 17 M. Karnik (6 juillet 2016), « Some Indian CEOs make more than 400 times what their employees are paid ». Site Web de Quartz India. <http://qz.com/445350/heres-how-much-indian-ceos-make-compared-to-the-median-employee-salary/>
- 18 Site Web Make Chocolate Fair : <https://makechocolatefair.org/issues/cocoa-prices-and-income-farmers-0>
- 19 Protocole de l'OIT concernant la convention sur le travail forcé, 2014. http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:3174672,fr:NO
- 20 Les entreprises mises en cause dans une étude de 2012 par Anti-Slavery International intitulée « Slavery on the high street: Forced labour in the manufacture of garments for international brands » incluent : Asda-Walmart (Royaume-Uni/États-Unis), Bestseller (Danemark), C&A (Allemagne/Belgique), H&M (Suède), Gap (États-Unis), Inditex (Espagne), Marks and Spencer (Royaume-Uni), Mothercare (Royaume-Uni) et Tesco (Royaume-Uni). http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2012/s/1_slavery_on_the_high_street_june_2012_final.pdf
- 21 F. Rhodes, J. Burnley, M. Dolores et al. (2016), « Underpaid and Undervalued: How inequality defines women's work in Asia ». Oxford : Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/underpaid-and-undervalued-how-inequality-defines-womens-work-in-asia-611297>
- 22 L. Browning et D. Kocieniewski (1er septembre 2016), « Pinning Down Apple's Alleged 0.005% Tax Rate Is Nearly Impossible », Bloomberg Technology (site Web). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-09-01/pinning-down-apple-s-alleged-0-005-tax-rate-mission-impossible>
- 23 E. Crivelli, R. De Mooij et M. Keen (2015), « Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries », document de travail du FMI, WP/15/118. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf>

- 24 D'après le rapport de Tax Justice Network, les exonérations fiscales privent le Kenya de 1,1 milliard de dollars (ou 100 milliards de shillings kényans) de recettes.
http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/kenya_report_full.pdf Budget alloué à la santé en 2015-2016 de 591 millions de dollars (ou 60 milliards de shillings kényans) ; voir également IBP Kenya, Analysis of Budget Policy Statement 2016 : <http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/kenya-2016-budget-policy-statement-analysis.pdf>
- 25 <http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T>
- 26 Site Web de The Purpose of the Corporation Project, « Behind the Purpose of the Corporation infographic ». <http://www.purposeofcorporation.org/en/news/5009-behind-the-purpose-of-the-corporation-infographic>
- 27 A. Shah et A. Ramarathinam (8 juin 2015), « Corporate dividend ratio payout at highest in at least 11 years ». Livemint.com. <http://www.livemint.com/Companies/dfDBLg9PicEj1ITk9ltY4H/Corporate-dividend-payout-ratio-at-highest-in-at-least-11-ye.html>
- 28 « BlackRock CEO Larry Fink tells the world's biggest business leaders to stop worrying about short-term results ». www.businessinsider.com. <http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T>
- 29 J. Williamson (28 juillet 2015), « Andy Haldane: Shareholder primacy is bad for economic growth » sur le site touchstoneblog.org.uk. <http://touchstoneblog.org.uk/2015/07/andy-haldane-shareholder-primacy-is-bad-for-economic-growth/>
- 30 Site Web de l'Office for National Statistics, « Ownership of UK Quoted Shares: 2014 ». <http://www.ons.gov.uk/economy/investmentspensionsandtrusts/bulletins/ownershipofukquotedshares/2015-09-02>
- 31 D. Hardoon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % », op. cit.
- 32 ActionAid. (2016). "Leaking revenue: How a big tax break to European gas companies has cost Nigeria billion." <https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/leakingrevenue.pdf>
- 33 G. Wheelwright (25 septembre 2016), « What are the big tech companies lobbying for this election? » Site Web de The Guardian. <https://www.theguardian.com/technology/2016/sep/26/tech-news-lobby-election-taxes-tp-national-security>
- 34 M. Stryzowska (2012), « Estimation of Loss in Consumer Surplus Resulting from Excessive Pricing of Telecommunication Services in Mexico », OECD Digital Economy Papers, No. 191, Publication de l'OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5k9gtw51j4vb-en>. <http://www.oecd.org/centrodemexico/49539257.pdf>
- 35 Forbes (2016), « The World's Billionaires ». <http://www.forbes.com/billionaires/list/>
- 36 D. Jacobs (2015), « Extreme Wealth Is Not Merited », Document de travail d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
- 37 T. Piketty (2014), Le Capital au XXIe siècle
- 38 Site Web de The Economist (23 novembre 2013), « Über-warehouses for the ultra-rich ». <http://www.economist.com/news/briefing/21590353-ever-more-wealth-being-parked-fancy-storage-facilities-some-customers-they-are>
- 39 Liste Forbes des milliardaires, 2006 et 2016
- 40 B. Harrington (2016), Capital without Borders: Wealth Managers and the One Percent.
- 41 G. Zuchman (2015), The Hidden Wealth of Nations, University of Chicago Press.
- 42 www.data360.org. http://www.data360.org/dsg.aspx?Data_Set_Group_Id=475
- 43 Publication à venir, « Commitment to reducing Inequality Index »
- 44 N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming... For Us Plutocrats », http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#_U_S56MVdVfY
- 45 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>
- 46 A. Cuadros (2016), Brazillionaires: Wealth, Power, Decadence and Hope in an American Country. <http://alexcuadros.com/brazillionaires/>
- 47 El País Brasil (15 juillet 2016), « São Paulo: a metrópole dos helicópteros ». http://brasil.elpais.com/brasil/2016/07/14/politica/1468519702_827813.html
- 48 J. Mayer (2016), Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right. https://www.amazon.com/Dark-Money-History-Billionaires-Radical/dp/0385535597/ref=la_B000APC6Q6_1_1/154-3729860-5160132?s=books&ie=UTF8&qid=1480689221&sr=1-1
- 49 D. Meadows (2008), Thinking in Systems: A Primer, edited by Dianna Wright, Chelsea Green Publishing, White River Junction, p. 156.
- 50 J. D. Ostry, P. Loungani et D. Furceri (2016), « Neoliberalism: Oversold? », Finance & Development, juin 2016, FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/pdf/ostry.pdf>
- 51 <https://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/Ready-Reference/RFK-Speeches/Remarks-of-Robert-F-Kennedy-at-the-University-of-Kansas-March-18-1968.aspx>
- 52 <http://digital.library.upenn.edu/women/gilman/suffrage/su-socialist.html>
- 53 Préoccupation soulevée par Oxfam deux ans plus tôt dans D. Hardoon (2015), « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout ». https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf

- 54 Banque mondiale (2016), « Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality », op. cit.
- 55 J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), « Redistribution, inequality and growth ». Note de discussion du personnel du FMI, SDN/14/02. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>
- 56 Human Development and Capability Association (2014), « Group Inequality and Intersectionality ». E. Samman et J. M. Roche (eds). <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9173.pdf>
- 57 E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes ». op. cit. ; R. Wilkinson et K. Pickett (2010), « The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone ». Londres : Penguin.
- 58 Financial Times (2016), « City of London elite blame inequality for Brexit ». <https://www.ft.com/content/e7c27ef0-3ba9-11e6-9f2c-36b487ebd80a>
- 59 G. Packer (31 octobre 2016), « Hillary Clinton and the Populist Revolt ». *The New Yorker*. http://www.newyorker.com/magazine/2016/10/31/hillary-clinton-and-the-populist-revolt?utm_campaign=Brookings+Brief&utm_source=hs_email&utm_medium=email&utm_content=36692643
- 60 R. Bourne et C. Snowdon (2016), « Never Mind the Gap: Why we shouldn't worry about inequality ». <https://iea.org.uk/wp-content/uploads/2016/09/Never-Mind-the-Gap-Why-we-shouldnt-worry-about-inequality-1.pdf>
- 61 Actifs financiers et non financiers inclus, moins les dettes.
- 62 Calculs d'Oxfam basés sur la fortune des plus riches d'après la liste des milliardaires établie par le magazine Forbes, et richesses de la moitié la plus pauvre de la population basées sur le rapport « Global Wealth Databook 2016 » du Credit Suisse.
- 63 T. Piketty (2014), « Le Capital au XXIe siècle ». Op. cit.
- 64 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014), « En finir avec les inégalités extrêmes ; Confiscation politique et inégalités économiques ». Oxford : Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/en-finir-avec-les-inegalites-extremes>
- 65 A. Shepherd, L. Scott, C. Mariotti et al. (2014), « The Chronic Poverty Report 2014–15: The Road to Zero Extreme Poverty ». Londres : Overseas Development Institute.
- 66 Credit Suisse (2016), « Global Wealth Databook ». <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5>
- 67 On estime que l'agriculture est une source de subsistance pour 86 % des personnes vivant en milieu rural. Elle emploie 1,3 milliard de petits exploitants et de travailleurs agricoles sans terre, offre une protection sociale financée par le secteur en cas de chocs, ainsi qu'une base pour asseoir la viabilité des communautés rurales. Sur les 5,5 milliards de personnes vivant dans des pays en développement, 3 milliards vivent en milieu rural, soit près de la moitié de l'humanité. Sur cette population rurale, quelque 2,5 milliards appartiennent à des foyers impliqués dans l'agriculture, et 1,5 milliard sont des petits exploitants. Banque mondiale (2008), World Development Report. <https://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/477365-1327599046334/8394679-1327614067045/WDRover2008-ENG.pdf>
- 68 Données pour la période 1961–2009, de J. H. Ausubel, I. K. Wernick et P. E. Waggoner (2013), « Peak Farmland and the Prospect for Land Sparing ». *Population and Development Review*, 38, Issue Supplement s1, 221–42. DOI : 10.1111/j.1728-4457.2013.00561.x
- 69 Données extraites des études DHS. A. Lenhardt et A. Shepherd (2013), « What has happened to the poorest 50%? ». Challenge Paper 1, Chronic Poverty Advisory Network. www.chronicpoverty.org
- 70 Dans les pays en développement, quelque 227 millions d'hectares de terres ont été vendus ou loués depuis 2001, principalement à des investisseurs internationaux (B. Zagma. 2011. *Terre et pouvoir : le scandale grandissant qui entoure la nouvelle vague d'investissements fonciers*, <https://www.oxfam.org/fr/rapports/terres-et-pouvoirs>). Le Land Matrix Global Observatory a enregistré à ce jour 1 269 transactions finalisées (sur une superficie totale de 44,3 millions d'hectares), dont la majorité ont eu lieu suite à la crise alimentaire de 2007–2008, ce qui a renouvelé l'intérêt des acteurs du secteur agroalimentaire et du secteur financier dans les investissements agricoles d'envergure. Les études ont démontré que ces transactions se caractérisent souvent par leur opacité, des consultations insuffisantes et des incidences négatives sur les droits de l'homme, mais bénéficient de l'appui des États, des agences internationales et des institutions financières multilatérales. (J. Oram. 2014. *The Great Land Heist: How the world is paving the way for corporate land grabs*. ActionAid. http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/the_great_land_heist.pdf)
- 71 D'après les rapports de Land Matrix (sur 336 transactions pour lesquelles des informations sont disponibles), la propriété historique des terres est attribuée aux communautés (32 %), aux petits exploitants (13 %), aux États (27 %) et aux petits agriculteurs (28 %). Dans de nombreux pays et régions, la propriété publique coexiste avec la propriété foncière coutumière, à titre privé ou sur le plan communal. Par conséquent, pour de nombreuses transactions foncières, la propriété publique peut toujours induire que les terres sont détenues par tradition par les communautés. Voir : <http://www.landmatrix.org>
- 72 % sur 161 cas avec des informations en matière de consultation. Voir : www.landmatrix.org
- 73 R. Cañete Alonso (2015), « Privileges that deny rights: Extreme inequality and the hijacking of democracy in Latin America and the Caribbean ». Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/privileges-that-deny-rights-extreme-inequality-and-the-hijacking-of-democracy-i-578871>
- 74 A. Guereña et S. Burgos (2016), « Desterrados: Tierra, poder y desigualdad en América Latina ». Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/desterrados-tierra-poder-y-desigualdad-en-amrica-latina-620158>
- 75 Credit Suisse (2015), « Global Wealth Databook 2015 ». <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=C26E3824-E868-56E0-CCA04D4BB9B9ADD5>

- 76 N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming ... For Us Plutocrats ». http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U_S56MVdVfY
- 77 Programme alimentaire mondial. <https://www.wfp.org/hunger/stats>
- 78 D. Hardoon et J. Slater (2015), « Inequality and the End of Extreme Poverty ». Document d'information médias d'Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/inequality-and-the-end-of-extreme-poverty-577506>
- 79 Voir <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-06-27/get-ready-to-see-this-globalization-elephant-chart-over-and-over-again>
- 80 Au total, 9,9 % de la hausse totale des revenus reviennent à la moitié la plus pauvre de la population, tandis que les 1 % les plus riches ont vu leurs revenus croître de 12 %. D. Hardoon, S. Ayele, R. Fuentes Nieva (2016), « Une Économie au service des 1 % ». Calculs d'après la base de données sur la répartition des revenus dans le monde.
- 81 Selon la Banque mondiale, 10 % de la population mondiale (soit 700 millions de personnes) vivaient avec moins de 1,90 dollar par jour (en PPA de 2011) en 2015.
- 82 P. Edwards (2006), « The Ethical Poverty Line: A moral quantification of absolute poverty ». *Third World Quarterly*, 27(2), 377–93 <http://courses.arch.vt.edu/courses/wdunaway/gja5524/edward06.pdf> ; J. Hickel (2015), <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2015/nov/01/global-poverty-is-worse-than-you-think-could-you-live-on-190-a-day>
- 83 Dans le groupe des pays pauvres, la part du travail dans le revenu national a chuté en moyenne de 0,1 point par an de 1960 à 1993 - voir A.E. Harrision. 2002. *Has Globalization Eroded Labor's Share? Some Cross-Country Evidence*. UC Berkeley and NBER. Le déclin de la part du travail s'est accéléré après 1993 pour atteindre en moyenne 0,3 point par an.
- 84 OIT (2014), « Global Wage Report 2014/15 ». (Les salaires sont des déterminants de revenu plus importants pour les personnes se situant au milieu de l'échelle de répartition des revenus ; les transferts sociaux ont un rôle important pour celles se trouvant en bas de l'échelle ; les gains en capital sont importants pour le haut de l'échelle)
- 85 P. Cohen (6 décembre 2016), « A Bigger Economic Pie, but a Smaller Slice for Half of the U.S ». *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2016/12/06/business/economy/a-bigger-economic-pie-but-a-smaller-slice-for-half-of-the-us.html?smid=tw-nytimesbusiness&smtyp=cur>
- 86 D. Hardoon, S. Ayele, R. Fuentes-Nieva (2016), « Une Économie au service des 1 % ». Oxford : Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-1>
- 87 Calculs par Ergon Associates d'après les données sur les rémunérations des PDG du High Pay Centre et d'après le salaire minimum d'un ouvrier bangladais auquel sont ajoutés les avantages types proposés aux salariés.
- 88 M. Kamik (2015), *Quartz India*. <http://qz.com/445350/heres-how-much-indian-ceos-make-compared-to-the-median-employee-salary/>
- 89 OCDE (2011), « Tour d'horizon des inégalités croissantes de revenus dans les pays de l'OCDE » http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/social-issues-migration-health/toujours-plus-d-inegalite/tour-d-horizon-des-inegalites-croissantes-de-revenus-dans-les-pays-de-l-ocde_9789264119550-3-fr#.WFtytH372x0
- 90 R. van der Hoeven (2011), « Income Inequality Revisited: Can One Make Sense of Economic Policy ». Dans R. van der Hoeven (ed.), « Employment, Inequality and Globalization: A Continuous Concern ». Abingdon : Routledge.
- 91 Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. <http://ibge.gov.br/english/estatistica/populacao/trabalhoerendimento/pnad2012/default.shtm>
- 92 Le principal facteur expliquant le recul des inégalités, notamment en Amérique latine, est le resserrement des écarts salariaux entre les travailleurs qualifiés et peu qualifiés (L. Arroyo-Abad et A.U. Santos-Paulino, 2009. 'Trading Inequality? Insights from the Two Globalizations in Latin America. WIDER Research Paper Series, 2009/44, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER).
- 93 Juzhong Zhuang (2014), « Inequality in Asia and the Pacific ». Routledge-ADB. <http://www.slideshare.net/ADBPubs/inequality-in-asia-and-the-pacific-book-launch-10-july-2014>
- 94 OIT (2014), « Wages in Asia and the Pacific: Dynamic but uneven progress » http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-bangkok/documents/publication/wcms_325219.pdf
- 95 R. Willshaw (2014), Blog. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2014/12/how-companies-can-deliver-living-wages-in-global-supply-chains>
- 96 OIT (2015), « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 », p. 49. http://www.ilo.org/global/research/global-reports/youth/2015/WCMS_412019/lang-fr/index.htm
- 97 OCDE (2015), « Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous ». Paris : Publication de l'OCDE. DOI : http://www.oecd-ilibrary.org/fr/employment/tous-concernes-pourquoi-moins-d-inegalite-profite-a-tous_9789264235519-fr
- 98 F. Jaumonnt, C. Osorio Buitron (2015), « Inequality and Labour Market Institutions ». <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>
- 99 PNUD (2015), « L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement ». <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/poverty-reduction/humanity-divided--confronting-inequality-in-developing-countries/>

- 100 L. Alderman, S. Greenhouse (27 octobre 2014), *New York Times*.
http://www.nytimes.com/2014/10/28/business/international/living-wages-served-in-denmark-fast-food-restaurants.html?_r=2
- 101 H. Osbourne (28 octobre 2016), *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/technology/2016/oct/28/uber-uk-tribunal-self-employed-status>
- 102 OIT (2013), « Women and men in the informal economy: a statistical picture ». (Second edition).
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_234413.pdf
- 103 eSocial est un système d'obligations en matière de travail, de bien-être et de fiscalité.
<http://www.esocial.gov.br/Conheca.aspx>
- 104 OIT (2016), « Les femmes au travail : Tendances 2016 ». http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_457537.pdf
- 105 ONU Femmes (2015), « Progress of the World's Women 2015–16 » <http://progress.unwomen.org/en/2015/>
- 106 Ibid.
- 107 Forum économique mondial (2016), « The Global Gender Gap Report ». http://www3.weforum.org/docs/GGGR16/WEF_Global_Gender_Gap_Report_2016.pdf
- 108 ONU Femmes (2015), « Progress of the World's Women 2015–16 ». Op. cit.
- 109 Global Justice (2016),
http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/corporations_vs_governments_final.pdf
- 110 Ibid.
- 111 A. Shi (2016), « Here are the 10 most profitable companies ». *Fortune*. Blog.
<http://fortune.com/2016/06/08/fortune-500-most-profitable-companies-2016/>
- 112 K. L. Kraemer, G. Linden, J. Dedrick (2011), « Capturing Value in Global Networks: Apple's iPad and iPhone ». http://picic.merage.uci.edu/papers/2011/value_ipad_iphone.pdf
- 113 R. Bilton (2014), « Apple "failing to protect Chinese factory workers" ». <http://www.bbc.co.uk/news/business-30532463>
- 114 Make Chocolate Fair. Site Web. <https://makechocolatefair.org/issues/cocoa-prices-and-income-farmers-0>
- 115 R. Willshaw (2013), « Exploring the Links Between International Business and Poverty Reduction: Bouquets and beans from Kenya ». Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/exploring-the-links-between-international-business-and-poverty-reduction-bouquet-290820>
- 116 OIT (2014), « Brochure sur le Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé, 1930 ». http://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/publications/WCMS_387185/lang--fr/index.htm
- 117 ECCHR, Sherpa et UGF ont déposé conjointement une plainte contre 7 revendeurs de coton en France, en Allemagne, en Suisse et au Royaume-Uni pour profiter en connaissance de cause du travail forcé dans l'industrie ouzbek du coton.
- 118 Les entreprises impliquées dans une étude de 2012 par l'organisation Anti-Slavery International incluent Asda-Walmart (Royaume-Uni/États-Unis), Bestseller (Danemark), C&A (Allemagne/Belgique), H&M (Suède), Gap (États-Unis), Inditex (Espagne), Marks and Spencer (Royaume-Uni), Mothercare (Royaume-Uni) et Tesco (Royaume-Uni). Anti-Slavery International (2012), « Slavery on the High Street ». http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2012/s/1_slavery_on_the_high_street_june_2012_final.pdf
- 119 H. Mueller, E. Simintzi, P. Ouimet (2015), « Wage Inequality and Firm Growth ». Document de travail du LIS n° 632.
- 120 Les dividendes annuels de M. Ortega ont atteint 1 108 millions d'euros en 2016. Source : http://www.elconfidencial.com/empresas/2016-03-09/amancio-ortega-se-lleva-1-108-millones-en-dividendo-y-sus-empleados-479-euros-por-bonus_1165620/ . Le rapport suivant a été utilisé pour estimer les salaires des ouvriers employés par l'usine de confection indienne : <http://www.economiadigital.es/gles/downloads2/informe-inditex-india.pdf>. D'après ce rapport, le salaire mensuel le plus élevé, en tenant compte de la prime de 8,33 % du salaire annuel total versée pendant la fête religieuse de Diwali en septembre, était de 103 euros.
- 121 ThisDayLive, (2016, 24 mai). *Reps: FG Loses \$2.9bn Annually through Tax Waivers*
<http://www.thisdaylive.com/index.php/2016/05/24/reps-fg-loses-2-9bn-annually-through-tax-waivers/>
- 122 Financial Watch (19 mai 2016), <http://www.financialwatchngr.com/2016/05/19/fashola-dangote-fix-fg-road-tax-incentives/>
- 123 <http://www.forbes.com/forbes/welcome/?toURL=http://www.forbes.com/profile/aliko-dangote/&refURL=https://www.google.co.uk/&referrer=https://www.google.co.uk/>
- 124 The Gazelle News (19 mai 2016), « Dangote To Repair Lokoja-Ilorin Road With 30% Tax Waiver ». <http://www.thegazellenews.com/2016/05/19/dangote-to-repair-lokoja-ilorin-road-with-30-tax-waiver/>
- 125 The Economist (12 avril 2016), « Building on concrete foundations ». <http://www.economist.com/news/business/21600688-mix-natural-advantages-and-protectionism-has-made-dangote-group-nigerias-biggest-firm-now>
- 126 Bloomberg (1er septembre 2016), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-09-01/pinning-down-apples-alleged-0-005-tax-rate-mission-impossible>
- 127 The Guardian (22 septembre 2016), https://www.theguardian.com/business/2016/sep/22/corporation-tax-downward-trend-oecd-gdp-growth?CMP=share_btn_tw
- 128 E. Berkhout (2016), « La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale ».

- Oxfam. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-race-to-bottom-corporate-tax-121216-fr.pdf>
- 129 Prakarsa Policy Review (2015), « Anticipating Tax War in the Asean Economic Integration Era ». <http://foolsgold.international/wp-content/uploads/2015/09/ASEAN-tax-wars.pdf>
- 130 BBC News (8 avril 2016), « Panama Papers: How Jersey-based oil firm avoided taxes in Uganda ». <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-35985463>
- 131 E. Crivelli, R. De Mooij, M. Keen (2015), « Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries ». Document de travail du FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf>
- 132 UNESCO (2015), « Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030 ». <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002321/232197F.pdf>
- 133 The Purpose of the Corporation Project (2016), <http://www.purposeofcorporation.org/en/news/5009-behind-the-purpose-of-the-corporation-infographic>
- 134 Voir <http://topforeignstocks.com/2016/10/11/dividend-payout-ratio-comparison-new-zealand-vs-global-indices/>
- 135 Financial Times (2015), « US companies' cash pile hits \$1.7tn ». <https://www.ft.com/content/368ef430-1e24-11e6-a7bc-ee846770ec15>
- 136 Voir http://www.factset.com/websitefiles/PDFs/buyback/buyback_9.20.16
- 137 LiveMint (19 décembre 2016), « Corporate dividend payout ratio at highest in at least 11 years ». <http://www.livemint.com/Companies/dfDBLg9PicEj1ITk9ItY4H/Corporate-dividend-payout-ratio-at-highest-in-at-least-11-ye.html>
- 138 Office for National Statistics (Royaume-Uni) (2015), <http://www.ons.gov.uk/economy/investmentspensionsandtrusts/bulletins/ownershipofquotedshares/2015-09-02>
- 139 Voir <http://uk.businessinsider.com/goldman-sachs-half-the-ftse-100-is-owned-by-foreigners-brexit-2016-6>
- 140 M. Cooper et al. (2015), « Business in the United States: Who Owns it and How Much Tax Do They Pay? ». Department of the Treasury (États-Unis). <https://www.treasury.gov/resource-center/tax-policy/tax-analysis/Documents/WP-104.pdf>
- 141 A. Rappaport (2005), « The Economics of Short-Term Performance Obsession ». *Financial Analysts Journal*. 61 (3). <http://www.expectationsinvesting.com/TCO/EconomicsofShortTerm.pdf>
- 142 Department for Business, Innovation and Skills (Royaume-Uni) (2011), « Kay review of UK equity markets and long-term decision making ». p. 10. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/253454/bis-12-917-kay-review-of-equity-markets-final-report.pdf
- 143 Voir <http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T>
- 144 Voir par exemple The Economist (2014), <http://www.economist.com/news/international/21599041-countries-where-politically-connected-businessmen-are-most-likely-prosper-planet> et The Economist (2016), <http://www.economist.com/news/international/21698239-across-world-politically-connected-tycoons-are-feeling-squeeze-party-winds>
- 145 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014), « Working for the Few; Political capture and economic inequality » et D. Hardoon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une Économie au service des 1 % ». Op. cit.
- 146 <https://www.opensecrets.org/lobby/top.php?showYear=2015&indexType=i>
- 147 Marta Stryszowska (2012), « Estimation of Loss in Consumer Surplus Resulting from Excessive Pricing of Telecommunication Services in Mexico ». Documents de travail de l'OCDE sur l'économie numérique, n° 191, Publication de l'OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5k9gtw51j4vb-en> <http://www.oecd.org/centrodemexico/49539257.pdf>
- 148 ActionAid. (2016). "Leaking revenue: How a big tax break to European gas companies has cost Nigeria billions". <https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/leakingrevenue.pdf>
- 149 https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial_lobby_report.pdf
- 150 G. Wheelwright (26 septembre 2016), « What are the big tech companies lobbying for this election? ». *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/technology/2016/sep/26/tech-news-lobby-election-taxes-tpp-national-security>
- 151 T. Piketty (2014), « Le Capital au XXI^e siècle ». Op. cit.
- 152 The Economist (23 novembre 2013), « Über-warehouses for the ultra-rich ». <http://www.economist.com/news/briefing/21590353-ever-more-wealth-being-parked-fancy-storage-facilities-some-customers-they-are>
- 153 UBS (septembre 2016), « Are Billionaires Feeling the Pressure? ». <http://uhnw-greatwealth.ubs.com/media/8616/billionaires-report-2016.pdf>
- 154 D. Jacobs (2015), « Extreme Wealth Is Not Merited », Document discussion d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
- 155 Voir par exemple l'article de The Economist « Crony-Capitalism Index », <http://www.economist.com/news/international/21599041-countries-where-politically-connected-businessmen-are-most-likely-prosper-planet>
- 156 R. van der Weide et B. Milanovic (2014), « Inequality Is Bad for Growth of the Poor (But Not for That of the Rich) ». Banque mondiale. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2014/07/02/000158349_20140702092235/Rendered/PDF/WPS6963.pdf. Les suppléments de revenus que les riches peuvent réaliser avec une répartition

plus inégale sont souvent largement supérieurs aux gains réalistes avec une croissance neutre du point de vue de la répartition. Les riches sont donc plus susceptibles de soutenir les politiques qui augmentent les inégalités plutôt que de se soucier de la croissance des recettes de leur pays.

- 157 D. Meadows (2008), « Thinking in Systems: A Primer ». White River Junction : Chelsea Green Publishing. p. 156.
- 158 A. Cuadros (2016), « Brazillionaires: The godfathers of modern Brazil ». Op. cit.
- 159 El País Brasil (15 juillet 2016), « São Paulo: a metrópole dos helicópteros ». Op. cit.
- 160 J. Mayer (2016), « Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right ». New York : Doubleday.
- 161 Public Protector South Africa (2016), « State of Capture ». <http://cdn.24.co.za/files/Cms/General/d/4666/3f63a8b78d2b495d88f10ed060997f76.pdf>
- 162 Pour le FMI, la diminution de la générosité des prestations et la fiscalité moins progressive ont réduit l'impact redistributif des politiques fiscales depuis le milieu des années 1990. FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality ». <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314.pdf>
- 163 Données recueillies par Development Finance International. DFI a entrepris une grande collecte de données en s'appuyant sur les documents nationaux relatifs au code fiscal, sur les déclarations budgétaires et sur les guides comptables relatifs à la fiscalité des entreprises (qui se sont révélés plus récents que la base de données de l'International Bureau on Fiscal Documentation), toutes les données datent de 2015. Taux supérieur moyen d'impôt sur le revenu pour tous les pays à bas revenus et à revenus intermédiaires.
- 164 Site Web data360. http://www.data360.org/dsg.aspx?Data_Set_Group_Id=475
- 165 G. Zucman (2014), « Taxing Across Borders: Tracking Personal Wealth and Corporate Profits ». *Journal of Economic Perspectives*. 28(4). 211-48. <http://gabriel-zucman.eu/files/Zucman2014JEP.pdf>
- 166 Ibid.
- 167 International Consortium of Investigative Journalists. Site Web. <https://panamapapers.icij.org/>
- 168 Adam Smith Institute (2016), « Coming Out as Neoliberals ». <https://www.adamsmith.org/blog/coming-out-as-neoliberals>
- 169 Voir par exemple le discours de Mark Carney lors de la conférence sur le capitalisme inclusif en 2014, où il a déclaré : « Tout comme n'importe quelle révolution mange ses enfants, le capitalisme sauvage peut dévorer le capital social essentiel au dynamisme à long terme du capitalisme lui-même. » Voir http://www.huffingtonpost.ca/2014/06/01/mark-carney-market-fundamentalism_n_5427653.html
- 170 J. Stiglitz (2002), « Globalization and its Discontents ». Voir <http://www.cfr.org/globalization/market-fundamentalism-review-joseph-stiglitz-globalization-its-discontents/p4663>
- 171 M. Friedman (1951), « Neoliberalism and its Prospects ». Farmand. pp. 89-93. http://0055d26.netsohost.com/friedman/pdfs/other_commentary/Farmand.02.17.1951.pdf
- 172 FMI (2016), « Le néolibéralisme est-il surfait ? ». *Finances & Développement*. 53 (2). <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>
- 173 Adam Smith Institute (2016), « Coming Out as Neoliberals ». Op. cit.
- 174 FMI (2016), « Le néolibéralisme est-il surfait ? ». Op. cit.
- 175 The Telegraph (26 août 2009), <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/banksandfinance/6096546/City-is-too-big-and-socially-useless-says-Lord-Turner.html>
- 176 J. Cassidy (2009), « How markets fail: The Logic of Economic Calamities ». Farrar, Straus and Giroux.
- 177 P. L. Joskow (2006), « Regulation of Natural Monopolies ». <http://economics.mit.edu/files/1180>
- 178 Pour en savoir plus à ce sujet, voir M. Sandel (2012), « What Money Can't Buy: The Moral Limits of Markets ». Penguin.
- 179 Voir <https://www.theguardian.com/society/2014/jun/17/nhs-health>
- 180 C. Hoy et A. Sumner (2016), « Gasoline, Guns, and Giveaways: Is There New Capacity for Redistribution to End Three Quarters of Global Poverty? ». Center for Global Development, document de travail n° 433. <http://www.cgdev.org/blog/gasoline-guns-and-giveaways-end-three-quarters-global-poverty-closer-you-think>
- 181 Voir http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/home
- 182 P. Hartigan (2014), « Why social entrepreneurship has become a distraction: it's mainstream capitalism that needs to change ». Oxfam. <https://oxfamblogs.org/tp2p/why-social-entrepreneurship-has-become-a-distraction-its-mainstream-capitalism-that-needs-to-change>
- 183 M. Kamal-Yanni (2016), « Report of the UN Secretary-General's High-Level Panel on human rights and medicines: Oxfam's response ». Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/report-of-the-un-secretary-generals-high-level-panel-on-human-rights-and-medicine-620085>
- 184 Nations unies (2016), « Report of the United Nations Secretary-General's High-Level Panel on Access to Medicines », <http://freepdfhosting.com/49eb58c263.pdf>
- 185 Ö. Onaran et G. Galanis (2012), « Is aggregate demand wage-led or profit-led? National and global effects ». Conditions of Work and Employment Series N° 31. Genève : OIT.
- 186 Ibid.
- 187 R. Flecha et I. Santa Cruz (2011), « Cooperation for Economic Success: The Mondragon Case ».

- <http://burawoy.berkeley.edu/Public%20Sociology,%20Live/Flecha&Santacruz.Mondragon.pdf>
- 188 D. Jacobs (2015), « Extreme Wealth Is Not Merited ». Op. cit.; *The Economist*. « Crony-Capitalism Index », <http://www.economist.com/news/international/21599041-countries-where-politically-connected-businessmen-are-most-likely-prosper-planet>
- 189 S. Bagchi, J. Svejnar (2013), « Does Wealth Inequality Matter for Growth? The Effect of Billionaire Wealth, Income Distribution, and Poverty ». IZA DP No. 7733. <http://ftp.iza.org/dp7733.pdf>
- 190 S. Kuznets, rapport au Congrès américain en 1934.
- 191 A. Whitby, C. Seaford, C. Berry (2014), « The BRAINPOol Project Final Report: Beyond GDP – From Measurement to Politics and Policy », BRAINPOol deliverable 5.2. Dans : World Future Council (ed.), un programme collaboratif financé par le septième programme-cadre pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union européenne en vertu de la convention de subvention n° 283024. pp. 11 et 13. <http://www.brainpoolproject.eu/wp-content/uploads/2014/05/BRAINPOol-Project-Final-Report.pdf>
- 192 R. F. Kennedy (1968), Op. cit.
- 193 F. Bourguignon et al. (2008). *Millennium Development Goals at Midpoint: Where Do We Stand and Where Do We Need to Go?* Document de référence pour le rapport européen sur le développement 2009. Bruxelles : Commission européenne, page 9 https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/study-millennium-development-goals-200810_en.pdf
- 194 *The Economist* (30 avril 2016), « How to measure prosperity ». <http://www.economist.com/news/leaders/21697834-gdp-bad-gauge-material-well-being-time-fresh-approach-how-measure-prosperity>
- 195 Données issues des Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale.
- 196 McKinsey and Company (2015), « The Power of Parity ». Cette valeur doit être considérée comme une estimation prudente, car elle est calculée sur la base des salaires minimum. Le coût que représenteraient ces soins s'ils étaient dispensés par des professionnels, ainsi que le coût d'opportunité pour les femmes qui ne travaillent pas pendant qu'elles assurent ces soins seraient vraisemblablement bien supérieurs aux niveaux des salaires minimum.
- 197 M. Max-Neef (1989), Cité dans P. Smith et M. Max-Neef (2011), « Economics Unmasked: From Power and Greed to Compassion and the Common Good », Cambridge : Green Books. p. 146 ; J. Pretty, J. Barton, Z. Bharucha, R. Bragg, D. Pencheon, C. Wood, M.H. Depledge (2015), « Improving Health and Well-Being Independently of GDP: Dividends of Greener and Prosocial Economies ». *International Journal of Environmental Health Research*. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09603123.2015.1007841> ; et M. Max-Neef (2014), « The World on a Collision Course and the Need for a New Economy ». Dans : S. Novkovic et T. Webb (eds.), « Co-operatives in a Post-Growth Era: Creating Co-operative Economics ». Londres : Zed Books. p. 30.
- 198 N. Kabeer (2008), « Researching the Relationship Between Paid Work and Women's Empowerment: Complexities, Contradictions and Contestations ». Document de travail de Pathways of Women's Empowerment. <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08bc3e5274a27b2000d3d/PathwaysWP3-website.pdf>
- 199 FAO Base de données Genre et le Droit à la Terre. http://www.fao.org/gender-landrights-database/data-map/statistics/fr/?sta_id=1162
- 200 Forum économique mondial (2016), « The Global Gender Gap Report ». Op. cit.
- 201 ActionAid (2015), « Close the Gap! The cost of inequality in women's work ». https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/womens_rights_on-line_version_2.1.pdf
- 202 Sheryl Sandberg (11 mars 2013), <http://www.npr.org/2013/03/11/173740524/lean-in-facebooks-sheryl-sandberg-explains-whats-holding-women-back>
- 203 L. Arizpe et J. Aranda (1981), « The "Comparative Advantages" of Women's Disadvantages: Women Workers in the Strawberry Export Agribusiness in Mexico » dans « Development and the Sexual Division of Labor ». (Winter, 1981), pp. 453–73. The University of Chicago Press. Disponible sur : http://www.jstor.org/stable/3173887?seq=1#page_scan_tab_contents
- 204 D. Jayasinghe et R. Noble (2016), « Trading Up, Crowded Out? Ensuring economic diversification works for women ». ActionAid https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/actionaiduk_briefing_traded_up_crowded_out.pdf
- 205 Voir <http://www.censoo.com/2016/07/inside-corporate-utopias-capitalism-rules-labor-laws-dont-apply/>
- 206 Organisation mondiale de la Santé, Département Santé et recherche génésiques, London School of Hygiene and Tropical Medicine, South African Medical Research Council (2013), « Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes : prévalence et conséquences sur la santé de la violence du partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire ». p. 2. Pour plus d'informations pays par pays, consultez Nations unies, Département des affaires économiques et sociales. (2015), « The World's Women 2015: Trends and Statistics ». Chapter 6, « Violence against Women ». Pour en savoir plus : <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>
- 207 C. Gonzales, S. Jain-Chandra, K. Kochhar, M. Newiak et T. Zeinullayev (2015), « Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality », note de discussion du FMI.
- 208 Pourcentage de personnes se déclarant d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « Globalement, les hommes font de meilleurs dirigeants que les femmes » ; données recueillies entre 2010 et 2014, World Values Survey. Extrait de E. Klein, Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes, Nations unies. Document d'appui, ébauche.

- 209 S. Hunt (2016), « Women's Economic Empowerment: Navigating enablers and constraints ». Document d'appui du Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes, Nations unies. Londres : Overseas Development Institute.
- 210 Forbes (2016), « The World's Billionaires ». Op. cit.
- 211 M. Waring (1988), « If Women Counted ». New York : Harper & Row.
- 212 Bernard van Leer Foundation (2016), « Early Childhood Matters ». <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10680.pdf>
- 213 En novembre 2016, Oxfam a lancé la campagne « Ça suffit ! » pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles une bonne fois pour toutes. Pour plus d'informations, voir <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2016-11-24/ca-suffit-oxfam-entend-eradiquer-les-violences-faites-aux>
- 214 F. Rhodes (2016), « Les femmes et les 1 % : Une réponse commune aux inégalités entre les femmes et les hommes et aux inégalités économiques extrêmes ». Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/women-and-the-1-how-extreme-economic-inequality-and-gender-inequality-must-be-t-604855>
- 215 S. Goldenberg (8 juillet 2016), *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2015/jul/08/exxon-climate-change-1981-climate-denier-funding>
- 216 Fonds mondial pour la nature (WWF) (2014), « Living Planet Report 2014 ». Résumé. Genève : WWF. p. 10. http://wwf.panda.org/about_our_earth/all_publications/living_planet_report/
- 217 Nations unies (2012), « Defining a New Economic Paradigm: The Report of the High Level Meeting on Wellbeing and Happiness ». New York. p. 47 <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=617&menu=35>
- 218 S. Hunt (2015), « Large-Scale Land Acquisitions ». Christian Aid Ireland. <http://programme.christianaid.org.uk/programme-policy-practice/sites/default/files/2016-03/large-scale-land-acquisitions-nov-2015.pdf>
- 219 Trucost cité dans D. Roberts (2013), « World's Top Industries Shown to be Unprofitable... Green Economy Coalition ». www.greeneconomycoalition.org/know-how/world
- 220 T. Gore (2015), « Inégalités extrêmes et émissions de CO2 : Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables ». <https://www.oxfam.org/fr/rapports/inegalites-extremes-et-emissions-de-co2> et T. Piketty et L. Chancel (2015), « Carbon and Inequality: From Kyoto to Paris ». <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>
- 221 Banque mondiale (2013), « Turn Down the Heat: Climate extremes, regional impacts, and the case for resilience ». <http://documents.worldbank.org/curated/en/975911468163736818/Turn-down-the-heat-climate-extremes-regional-impacts-and-the-case-for-resilience-full-report>
- 222 Certaines des raisons pouvant expliquer ce lien sont interprétées comme suit : consommation accrue en raison de la concurrence de statut et de l'émulation ; augmentation de la demande de croissance ; blocage des actions collectives pour restreindre les émissions en renforçant le pouvoir des riches à façonner les décisions, à définir les priorités et à inculquer des valeurs égoïstes ; augmentation des incitations et des moyens à disposition des riches pour remplacer les services publics par des structures privées, amenuisant leur engagement vis-à-vis des actions publiques ; et/ou renforcement des intérêts des secteurs polluants. N. Grunewald, S. Klasen, I. Mart'inez-Zarzoso et C. Muris, (2016). *The Trade-Off Between Income Inequality and Carbon Dioxide Emissions*. <https://chrismuris.github.io/GKMM2016-emissions.pdf>
- 223 Nations unies (28 mai 2015). Communiqué de presse. <http://www.un.org/press/en/2015/sgsm16800.doc.htm>
- 224 K.Hart, J.L. Laville and A.D. Cattani, (2010). 'Human Economy: A Citizens Guide'. Cambridge: Polity Press
- 225 M. Power. (2004), 'Social Provisioning as a Starting Point for Feminist Economics'. *Feminist Economics*. 10(3) 3–19.
- 226 A. Sen. (1999). 'Development as Freedom'. Oxford : Oxford University Press.
- 227 Voir http://w2.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_encyclica-laudato-si.html
- 228 J. Pretty et al. (2015), 'Improving Health and Well-Being Independently of GDP'. Op. cit.
- 229 I. Shaw et S. Taplin. (2007), 'Happiness and Mental Health Policy: A sociological critique'. *Journal of Mental Health*. 16. 359–73.
- 230 Nations Unies. Site Internet. Enquête « My World » <http://vote.myworld2015.org/>
- 231 Nations Unies. (2015), Objectifs de développement durable. <http://www.un.org/sustainabledevelopment/poverty/>
- 232 Commission européenne. « Accord de Paris » http://ec.europa.eu/clima/policies/international/negotiations/paris_fr
- 233 Nations Unies. Sommet pour les réfugiés et les migrants. 19 septembre 2015. <http://refugeesmigrants.un.org/summit>
- 234 Grameen Bank. (2011), 'Grameen Danone Foods Launched' <http://www.grameen-info.net/grameen-danone-foods-launched/>
- 235 J. Blasi, D. Kruse, J. Sesil, M. Kroumova et R. Weeden. (2000), 'Stock Options, Corporate Performance, and Organizational Change'. Oakland, CA: National Center for Employee Ownership.
- 236 P. Kardas, A. L. Scharf et J.Keogh. (1998), 'Wealth and Income Consequences of ESOPs and Employee Ownership: A Comparative Study from Washington State'. *Journal of Employee Ownership Law and Finance*.

10(4).

- 237 Mondragon. (2015), 'Annual Report'. <http://www.mondragon-corporation.com/eng/about-us/economic-and-financial-indicators/annual-report/>
- 238 Site internet de Coopecan. <http://www.coopecan.pe/>
- 239 Lee Prof. Kwang Taek. (2010), 'Social Enterprise Promotion Act: The Case of South Korea'. http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-815_en.html
- 240 Nguyen Dinh Cung et al. (2012), 'Social Enterprise in Vietnam'. <https://www.britishcouncil.vn/sites/default/files/social-enterprise-in-vietnam-concept-context-policies.pdf>
- 241 Voir <http://csip.vn/en/news/approved-social-enterprise-receives-legal-status-vietnam-0>
- 242 Nguyen Dinh Cung et al. (2012), 'Social Enterprise in Vietnam'. Op. cit.
- 243 Voir le site Social Enterprise Uk : <http://www.socialenterprise.org.uk/news/government-strategy-for-growing-social-investment>
- 244 K. Thorne. (2013), 'Tax Incentives for Employee Ownership'. Grant Thornton. <http://www.grant-thornton.co.uk/PageFiles/30515/briefing-paper-employee-ownership.pdf>
- 245 Voir <http://sesezliberia.org/>
- 246 S. Rodriguez. (2014, 25 novembre). 'Giving Back to the Poor: Why social enterprises matter'. <http://www.rappler.com/move-ph/issues/hunger/75982-poor-social-enterprise>
- 247 Voir le site de l'Alliance coopérative internationale. <http://ica.coop/en/facts-and-figures>
- 248 Social Enterprise UK. (2015), 'Leading the World in Social Enterprise'. <http://socialenterprise.org.uk/uploads/editor/files/Publications/FINALVERSIONStateofSocialEnterpriseReport2015.pdf>
- 249 FMI. (2013), 'Fiscal Monitor 2013: Taxing Times'. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fm/2013/02/pdf/fm1302.pdf>
- 250 A. Atkinson. (2015), 'Inequality: What is to be done?'. Cambridge: Harvard University Press. <http://www.acarindex.com/dosyalar/kitap/acarindex-1436513133.pdf>
- 251 FMI. (2013), 'Fiscal Monitor 2013: Taxing Times'. Op. cit.
- 252 FMI. (2010), 'Financial Sector Taxation: The IMF's report to the G20'. <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2010/paris/pdf/090110.pdf>
- 253 Voir <http://www.robinhoodtax.org/how-it-works/everything-you-need-to-know>
- 254 D. Jacobs. (2017, à paraître). 'The Case for a Billionaire Tax'. Oxfam.
- 255 Ibid.
- 256 Voir <http://www.abc.net.au/news/2013-05-28/bill-gates-says-rich-should-pay-more-taxes/4718650>
- 257 J. Henry. (2016), 'Let's Tax Anonymous Wealth' in T. Pogge, et K. Mehta. 'Global Tax Fairness'. Oxford : Harvard University Press. <https://global.oup.com/academic/product/global-tax-fairness-9780198725343?cc=gb&lang=en&>
- 258 C. Perkins Gilman. (1911), 'The Socialist and the Suffragist'. <http://digital.library.upenn.edu/women/gilman/suffrage/su-socialist.html>
- 259 ONU Femmes (2015), « Progress of the World's Women 2015–16 ». <http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/SUMMARY.pdf>
- 260 S.S. Misra. (2016), 'Mobilising Women Farmers to Secure Land Rights in Uttar Pradesh'. Oxfam Inde. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/mobilising-women-farmers-to-secure-land-rights-in-uttar-pradesh-610601>
- 261 Médecins Sans Frontières. (2014), Communiqué de presse. <http://www.msfaccess.org/content/msf-responds-news-pull-out-neglected-disease-rd-astrazeneca/>
- 262 B. Ramalingam et al. (2016), 'Ten Frontier Technologies for International Development'. Institute of Development Studies, University of Sussex. <http://www.ids.ac.uk/frontiertech>
- 263 M. Mazzucato. (2015), 'The Creative State'. RSA Journal, Issue 2. <https://www.thersa.org/discover/publications-and-articles/journals/issue-2-2015>
- 264 W. Lazonick et M. Mazzucato. (2013), 'The Risk-Reward Nexus in Innovation-Inequality Relationship'. *Industrial and Corporate Change*. Printemps 2013.
- 265 M. Mazzucato. (2013), 'Lighting the Innovation Spark' in A. Harrop, 'The Great Rebalancing: How to Fix the Broken Economy'. London: The Fabian Society. P42.
- 266 A. Atkinson. (2015), 'Inequality: What can be done?'. Op. cit.
- 267 I. Granoff et al. (2016), 'Beyond Coal: Scaling up clean energy to fight global poverty'. London: Overseas Development Institute. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10964.pdf>
- 268 M. Schaeffer et al. (2015), 'Feasibility of limiting warming to 1.5 and 2°C'. Climate Analytics. http://climateanalytics.org/files/feasibility_1o5c_2c.pdf
- 269 World Bank. (2015, 1^{er} octobre). Communiqué de presse. <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/10/01/governments-focus-shared-prosperity-inequality-world-bank-group-president>
- 270 Human Scale Development 1991, cité dans M. Max-Neef. (2014), 'The World on a Collision Course and the

Need for a New Economy' in S. Novkovic et T. Webb (eds.) 'Co-operatives in a Post-Growth Era: Creating Co-operative Economics'. London: Zed Books. P24.

271 Dans sa composition, l'indicateur du progrès véritable intègre des facteurs externes comme le taux de criminalité, les émissions de gaz à effet de serre, la pollution et l'extraction de ressources naturelles. Quand les familles achètent des filtres et de l'eau en bouteille, il faut y voir des coûts, s'agissant là de dépenses défensives. En revanche, les zones humides, les rivières et les lacs sont évalués comme étant positifs.

272 Site de l'indice du « Vivre mieux » de l'OCDE. <http://www.oecdbetterlifeindex.org/>

273 Voir <http://www.socialprogressimperative.org/global-index/>

274 Les données provenant des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale constatent que le PIB par habitant de la Corée du Sud est de 34 549 dollars alors que celui du Costa Rica en 2015 est de 15 377 dollars, en parité de pouvoir d'achat. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD>. L'indice du progrès social du Costa Rica est de 80 et de 81 en Corée en 2016. <http://www.socialprogressimperative.org/Global-index/>

275 Parmi les autres travaux de recherche sur le bien-être national et régional, on compte les indicateurs de santé et de bien-être pour Glasgow et la consultation « Forward Scotland ».

276 Oxfam GB. (2013), 'Oxfam Humankind Index: The new measure of Scotland's Prosperity, second results'. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/oxfam-humankind-index-the-new-measure-of-scotlands-prosperity-second-results-293743>

© Oxfam International janvier 2017

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon. Oxfam remercie Max Lawson, Erinch Sahan, Katherine Trebeck et Katy Wright pour leur assistance dans la réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-863-0 en janvier 2017. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Armelle Vagneur-Jones, Pierre Legrand et Jérôme Richard. Relu par Aurore Chardonnet, Elise Kervyn, Thomas Dauphin, Eleonora Trementozzi, Manon Aubry et Barbara Scottu.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud

(<http://www.oxfam.org.za/>)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<http://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne)

(www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)